

EXTRAIT DE DELIBERATION N°33

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 21 décembre 2023

- Nombre de membres en exercice : 24
- Nombre de membres présents : 19
- Nombre de membres représentés : 3
- Quorum : 12*

* Hors membres représentés pour les délibérations relatives au budget et au compte financier

Budget rectificatif 2023-1

Vu les articles 175, 176, 177, 179 et 184 du décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

Article 1

Le Conseil d'administration vote les autorisations budgétaires suivantes :

- ✓ **124.10** ETPT sous plafond Etat et **11.04** ETPT hors plafond, soit un plafond global de **135.14** emplois (ETPT) ;
- ✓ L'ouverture de **17 032 158 €** en autorisations d'engagement (AE) dont :
 - **11 844 061 €** en personnel ;
 - **3 671 721 €** en fonctionnement ;
 - **1 516 377 €** en investissement.
- ✓ L'ouverture de **18 717 258 €** en crédits de paiement (CP) dont :
 - **11 844 061 €** en personnel ;
 - **4 099 120 €** en fonctionnement ;
 - **2 774 076 €** en investissement.

L'inscription des recettes encaissées s'établissant à 18 115 021 €, le solde budgétaire déficitaire s'élève à 602 237 €.

Article 2

Le Conseil d'administration vote les prévisions comptables suivantes :

- ✓ **613 164 €** de variation négative de trésorerie sur l'exercice ;
- ✓ **29 739 €** de résultat patrimonial déficitaire sur l'exercice ;
- ✓ **410 260 €** de capacité d'autofinancement ;
- ✓ **489 552 €** de variation du fonds de roulement constituant un prélèvement.

Article 3

Le Conseil d'administration vote les tableaux suivants (Cf. annexe 2) :

- ✓ tableau des emplois (tableau 1) ;
- ✓ tableau des autorisations budgétaires (tableau 2) ;
- ✓ tableau de l'équilibre financier (tableau 4) ;
- ✓ tableau de situation patrimoniale (tableau 6) ;
- ✓ tableau des opérations pluriannuelles (tableau 9).

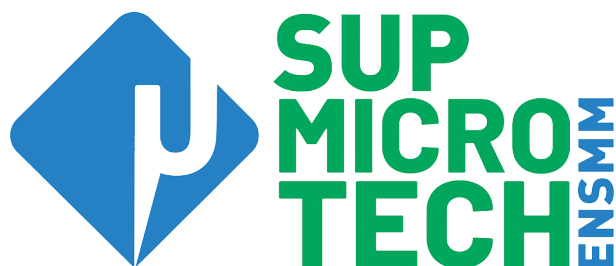
↳ **VOTE :**

- **Votants :** 22
- **Non-participations au vote :** 0
- **Abstentions :** 0
- **Suffrages exprimés :** 22
 - **Pour :** 22
 - **Contre :** 0

Fait à Besançon, le 21 décembre 2023

Professeur Pascal VAIRAC
Directeur de SUPMICROTECH-ENSMM





ECOLE NATIONALE SUPERIEURE
DE MECANIQUE ET DES MICROTECHNIQUES

BUDGET RECTIFICATIF

2023-1

DOSSIER BUDGETAIRE

Sommaire

-	Note de l'ordonnateur	
-	Propos liminaires	page 4
-	Situation financière au 30 novembre	page 6
-	I. Les autorisations d'emplois et budgétaires	page 13
-	Les autorisations d'emplois	page 14
-	Les dépenses (AE &CP)	page 16
-	- les dépenses : au niveau global	page 16
-	- Les crédits de personnel	page 17
-	- Les crédits de fonctionnement	page 19
-	- Les crédits d'investissement	page 20
-	Les recettes encaissées	page 21
-	- Les recettes encaissées : au niveau global	page 21
-	- les recettes globalisées encaissées	page 22
-	- les recettes fléchées encaissées	page 25
-	Le solde budgétaire	page 28
-	Le tableau 3 dépenses par destination et recettes par origines	page 29
-	II. L'équilibre financier	page 31
-	Le tableau 4 d'équilibre financier	page 32
-	Les opérations pour le compte de tiers	page 33
-	III. Analyse de la soutenabilité du budget	page 34
-	Le compte de résultat et la situation patrimoniale	page 35
-	La situation de la trésorerie	page 36
-	Les tableaux 8,9 et 10	page 37
-	Annexes	page 38
-	Annexe 1 Notes de cadrage budgétaire	page 39
-	Annexe 2 Projet de délibération	page 42
-	Tableaux budgétaires	page 43

NOTE DE L'ORDONNATEUR

A l'occasion du passage au RCE au 1^{er} janvier 2022, la note de l'ordonnateur a été enrichie de données plus exhaustives sur la structure des emplois et des crédits de personnels. Ces données évolueront à terme pour permettre de comprendre la dynamique pluriannuelle des emplois et des crédits adossés.

Elle a également été réorganisée pour rendre plus lisible les crédits alloués de fonctionnement et d'investissement qui sont désormais, après une présentation globale, développés par unité budgétaire et mission.

Propos liminaires

La construction du budget initial 2023 a été effectuée dans un cadre particulièrement contraint et incertain.

Elaboré selon les modalités usuelles dans le cadre de dialogues de gestion et de performance avec les services et départements, le budget initial 2023, afin de garantir la soutenabilité financière de l'établissement, avait pris en compte *l'impact systémique* des hausses des coûts de l'énergie.

Le budget rectificatif 2023-1 a été élaboré sur la base :

- D'une révision, à la baisse, des charges de viabilisation et de leur impact,
- Des dialogues de gestion et de performance qui se sont déroulés en juin et en octobre,
- De la situation financière de l'établissement au 30 novembre (pages 6 à 12)

La logique de continuum budgétaire, qui prévaut depuis la mise en place de la GBCP, impose pour le budget rectificatif de fin d'exercice un travail de reprojction de la trajectoire financière. En effet, le budget rectificatif conditionne une partie des hypothèses financières du budget initial, en l'occurrence du budget initial 2024

Un impact moindre des charges de viabilisation

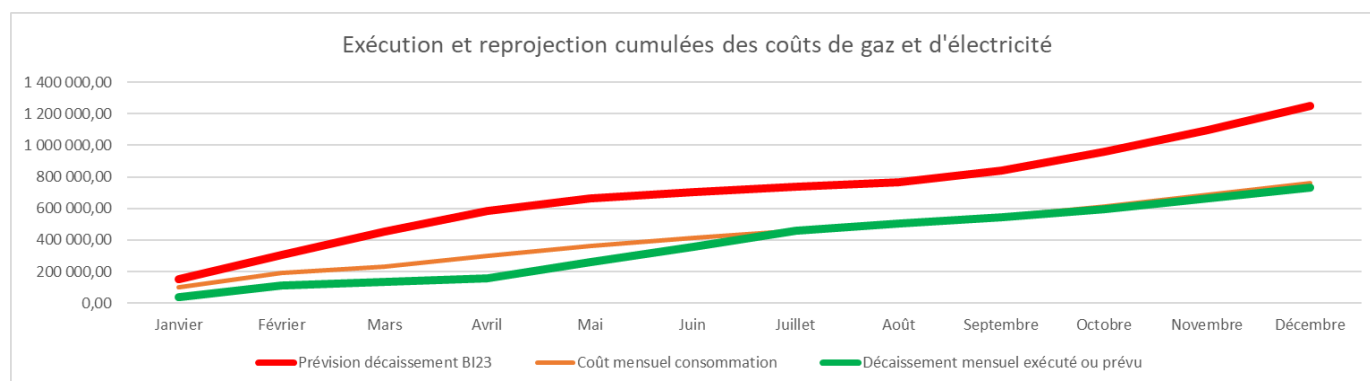
Les coûts de l'énergie ont connu une forte hausse en 2022 consécutivement au changement de marché du fournisseur d'électricité au 1er janvier 2022 et à la crise géopolitique en Ukraine et ses incidences sur le marché du gaz.

Le changement de fournisseur d'électricité, au 1er janvier 2023, dans le cadre d'un marché passé par la direction des achats de l'Etat (DAE), emportait à nouveau une très forte hausse puisque la projection porte sur une enveloppe prévisionnelle de 964K€ pour les seules charges d'électricité.

La mise en place du « mécanisme d'amortisseur » pour l'électricité et la baisse des indices gaziers ont permis une réévaluation à la baisse de près de 519 K€ de coûts de viabilisation.

Exécution et reprojction des coûts cumulés de gaz et d'électricité

Total cumulé	Exécution											
	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Prévision décaissement BI23	150 000,00	305 000,00	452 000,00	585 000,00	665 000,00	703 000,00	735 500,00	768 000,00	843 000,00	958 000,00	1 097 100,00	1 252 100,00
Coût mensuel consommation	103 337,28	191 743,94	232 730,25	297 869,68	364 073,40	415 013,31	461 619,86	502 836,83	551 836,83	615 836,83	687 836,83	759 836,83
Décaissement mensuel exécuté ou prévu	36 477,67	110 089,58	132 952,74	155 103,82	258 007,75	358 407,28	459 115,79	505 808,64	545 823,51	595 823,51	662 823,51	732 823,51
Solde Prévision / Exécuté ou reprévision	113 522,33	194 910,42	319 047,26	429 896,18	406 992,25	344 592,72	276 384,21	262 191,36	297 176,49	362 176,49	434 276,49	519 276,49



Les dialogues de gestion et de performance

Le poids prévisionnel important des charges d'électricité et de gaz avait nécessité une réduction significative de moyens alloués lors du budget initial.

Compte tenu d'une première reprojexion au printemps, des moyens avait été réalloués aux différentes unités budgétaires lors des dialogues de gestion de juin.

Dans le cadre des dialogues de gestion d'octobre, et dans une logique d'articulation avec le budget initial 2024, les crédits non nécessaires sur 2023, ont fait l'objet de déprogrammations. Ces déprogrammations s'expliquent par une réévaluation à la baisse des moyens nécessaires ou par le décalage de certains projets sur 2024. Ces déprogrammations portent sur 5.01% des crédits ouverts en autorisations d'engagement et 4.75% en crédits de paiement.

La révision, à la baisse, des recettes encaissables s'établit à 4.64%.

SITUATION FINANCIERE AU 30 NOVEMBRE 2023

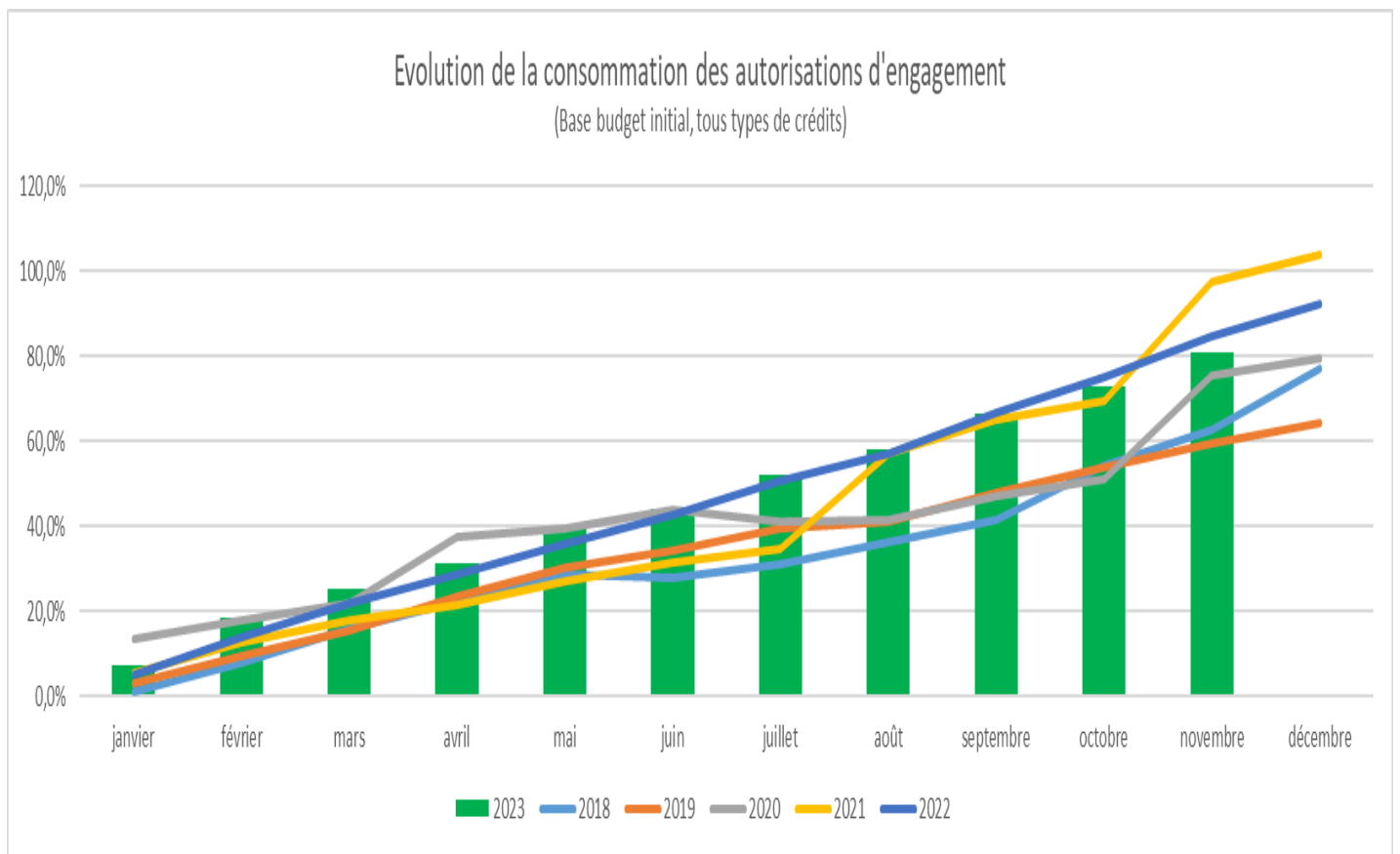
1. L'exécution budgétaire (Tableau 2 autorisations budgétaires)

1.1 Les autorisations d'engagement (AE)

Par nature (base budget initial 2023)

	Ouvert	Réalisé	Taux d'exécution
Personnel	12 066 092	10 597 160	87.8
Fonctionnement	4 268 423	2 849 683	66.8
Investissement	1 595 203	1 080 474	67.7
Total	17 929 718	14 527 317	81.0

Taux d'exécution des jours d'exécution budgétaire (référence linéaire)	93.25
--	--------------



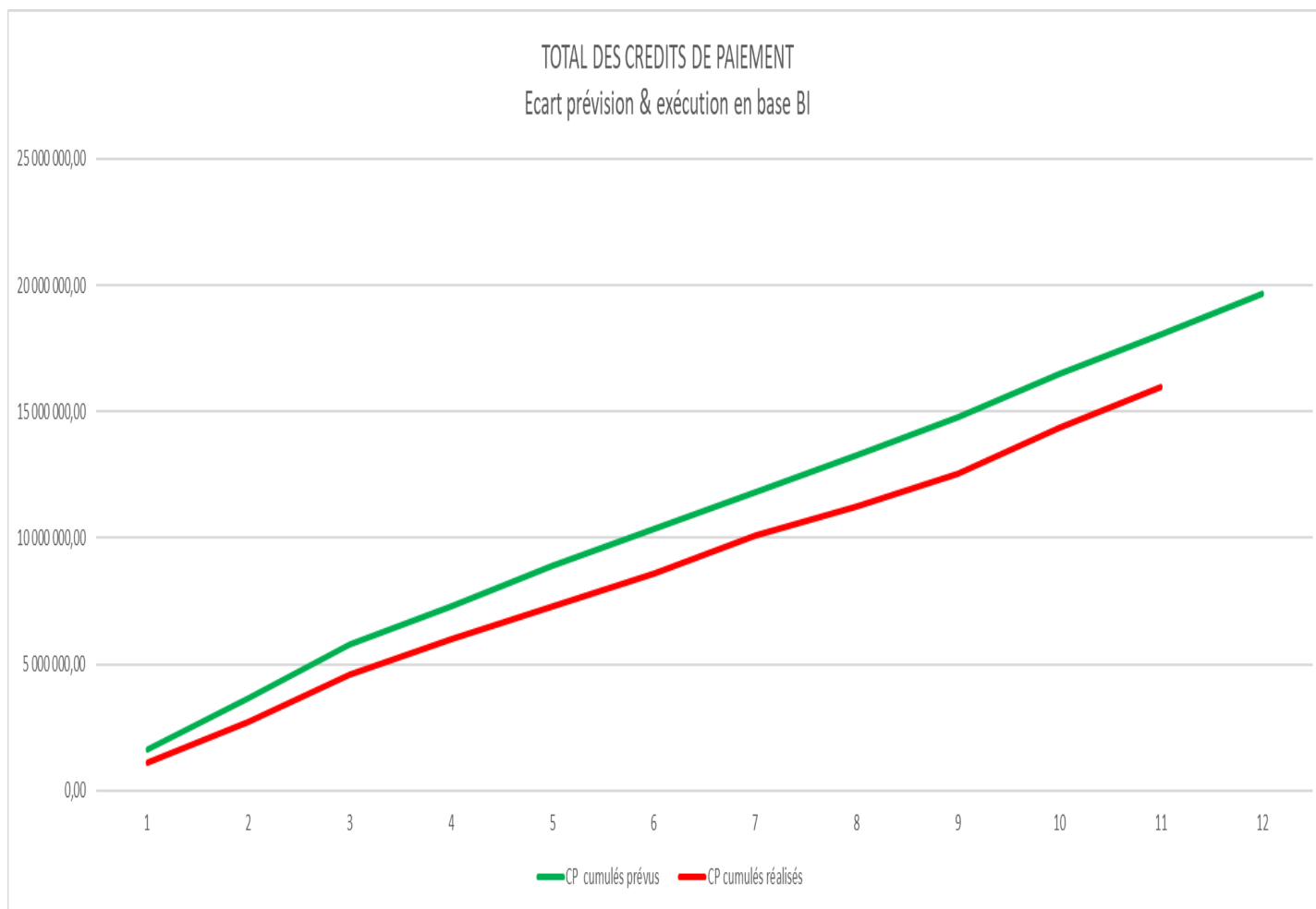
Observation(s) :

Le faible taux d'exécution des AE de fonctionnement s'explique par une consommation moindre que celle initialement prévue dans un contexte de prévision initiale de viabilisation à tendance fortement haussière.

1.2 Les crédits de paiement (CP)

Par nature (base budget initial 2023)

	Ouvert	Réalisé	Taux d'exécution
Personnel	12 066 092	10 597 160	87.8
Fonctionnement	4 709 058	3 226 613	68.5
Investissement	2 875 420	2 154 369	74.9
Total	19 650 571	15 978 143	81.3



Observation(s) :

Les paiements ont repris le 6 janvier.

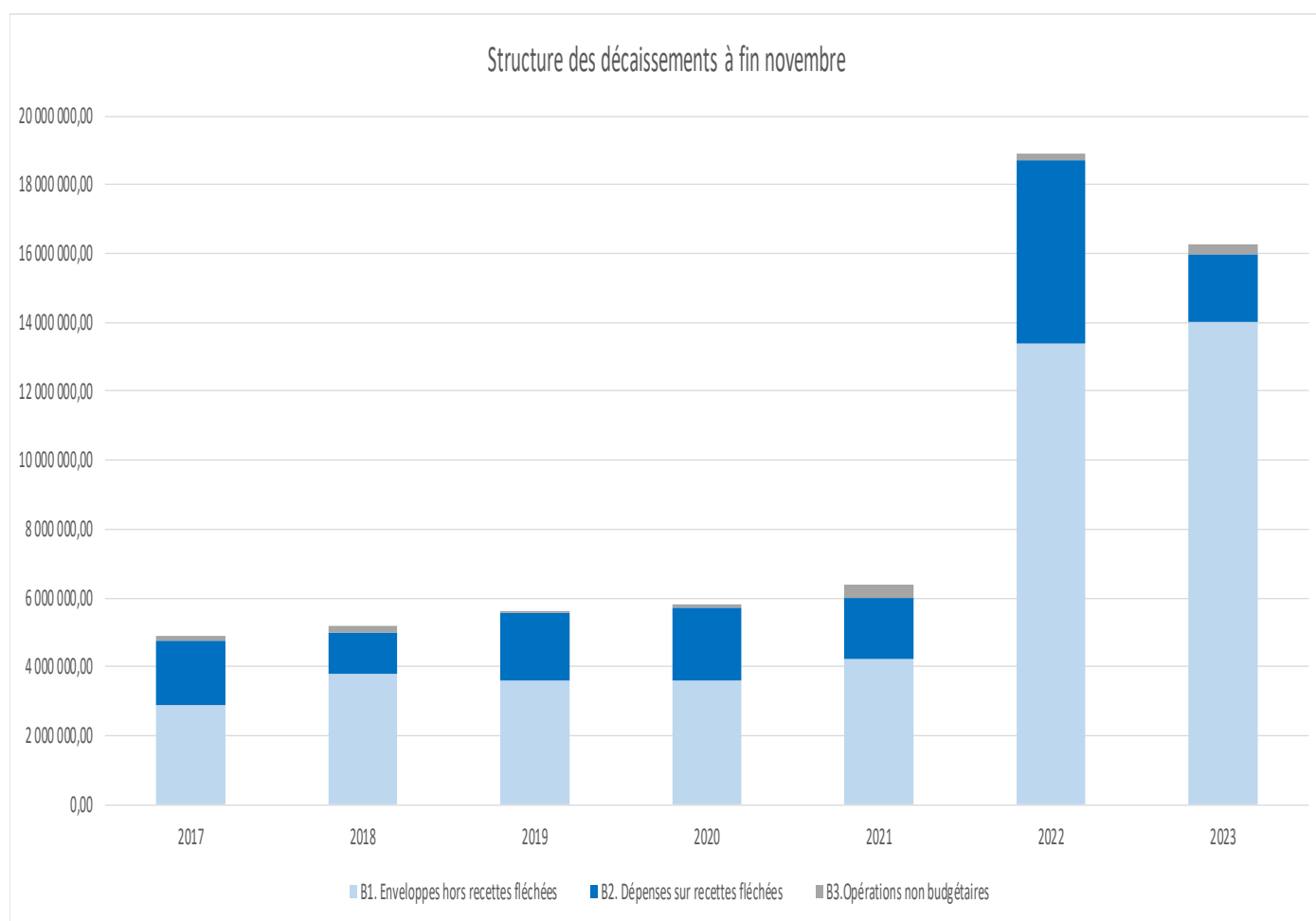
A ce stade, la trajectoire d'exécution des crédits de paiement n'est pas conforme avec la projection du tableau 7 du budget initial. Au 30 novembre, l'écart avec la prévision est de 2093 K€ soit près de 10.8 points. Ces écarts, par rapport aux prévisions, qui concernent tous les types de crédits, se décomposent de la manière suivante :

- 365 K€ de masse salariale ;
- 1110 K€ de crédits de fonctionnement ;
- 618 K€ de crédits d'investissement ;

Pour le fonctionnement, le mécanisme d'amortisseur sur l'électricité et la baisse des indices gazier expliquent la sous consommation des crédits.

Mise en perspective des crédits de paiement sur période identique

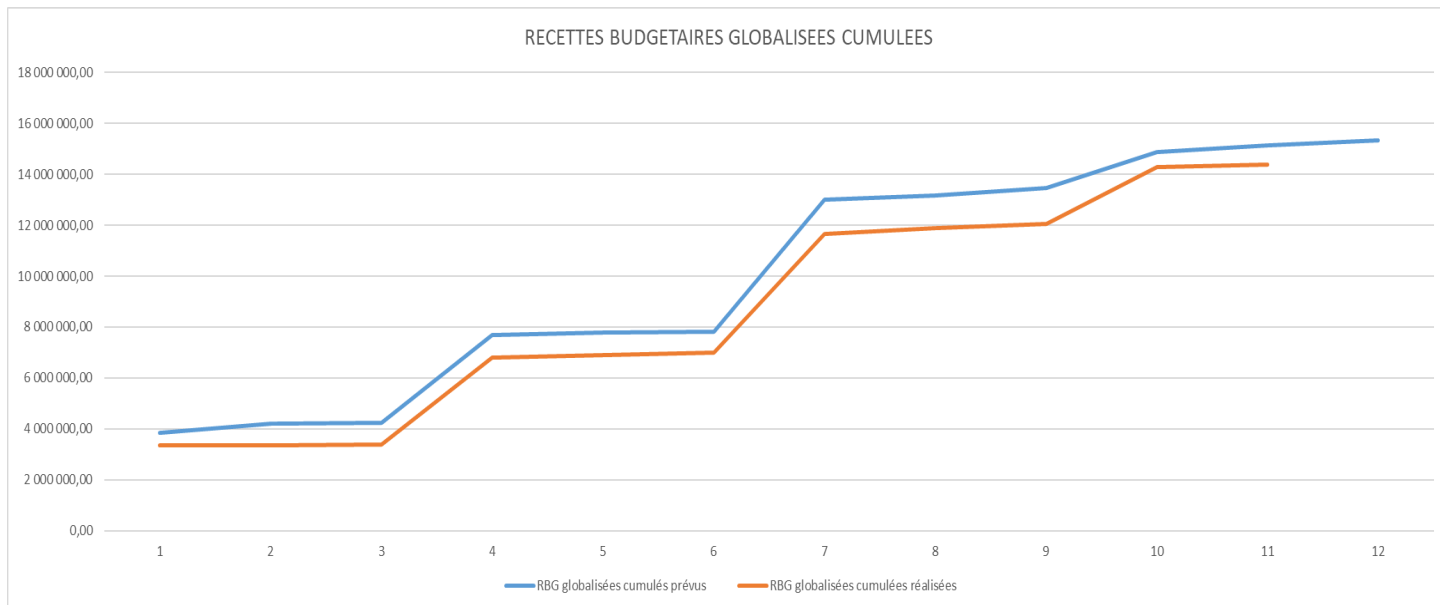
NOVEMBRE	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
DECAISSEMENTS							
B1. Enveloppes hors recettes fléchées	2 879 294,22	3 792 879,62	3 595 691,24	3 607 583,48	4 220 588,35	13 402 728,52	14 029 615,00
Personnel	1 100 040,25	1 061 684,35	1 095 233,18	1 012 163,30	1 005 003,97	9 865 305,48	10 335 506,15
Fonctionnement	1 574 706,42	2 171 196,88	1 926 880,74	2 080 361,62	2 254 877,40	2 763 251,38	2 811 722,19
Intervention	74 450,00	142 879,90	96 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissement	130 097,55	417 118,49	477 077,32	515 058,56	960 706,98	774 171,66	882 386,66
B2. Dépenses sur recettes fléchées	1 880 941,21	1 225 419,20	1 954 299,93	2 103 037,12	1 789 546,97	5 321 814,25	1 948 528,27
Personnel	369 378,95	345 471,07	365 586,32	236 474,46	281 552,99	298 586,04	261 654,03
Fonctionnement	393 717,88	352 069,06	416 581,52	418 835,39	385 615,89	193 441,97	414 891,74
Intervention	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissement	1 117 844,38	527 879,07	1 172 132,09	1 447 727,27	1 122 378,09	4 829 786,24	1 271 982,50
B3. Opérations non budgétaires	146 540,39	168 031,27	81 062,88	119 380,28	371 241,65	166 057,64	292 107,46
Remboursements d'emprunts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations gérées en compte de tiers (décaissements de l'exercice) hors TVA	144 091,06	133 462,88	62 819,81	80 159,00	329 997,16	132 066,59	184 460,00
TVA décaissée	2 439,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 628,00
Autres décaissements sur comptes de tiers	10,23	34 568,39	18 243,07	39 221,28	41 244,49	33 991,05	57 019,46
B. TOTAL	4 906 775,82	5 186 330,09	5 631 054,05	5 830 000,88	6 381 376,97	18 890 600,41	16 270 250,73



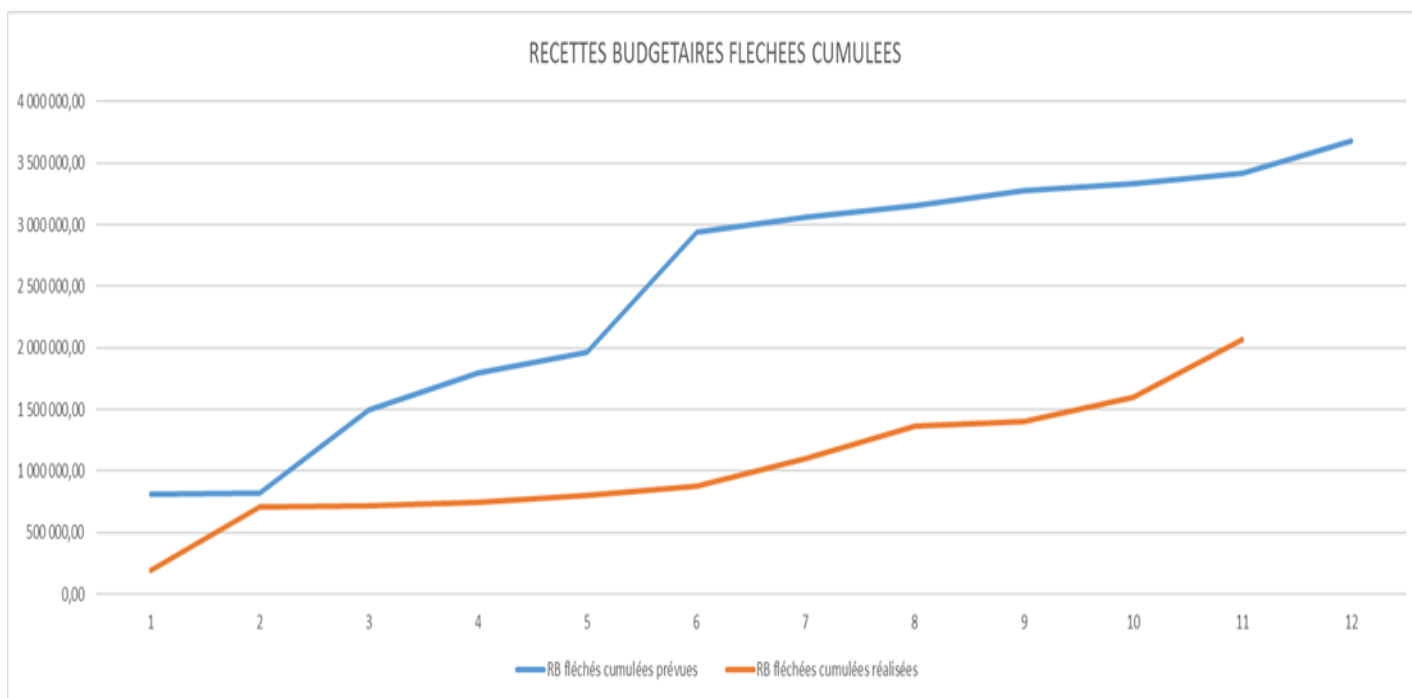
1.3 Les recettes encaissées (RE)

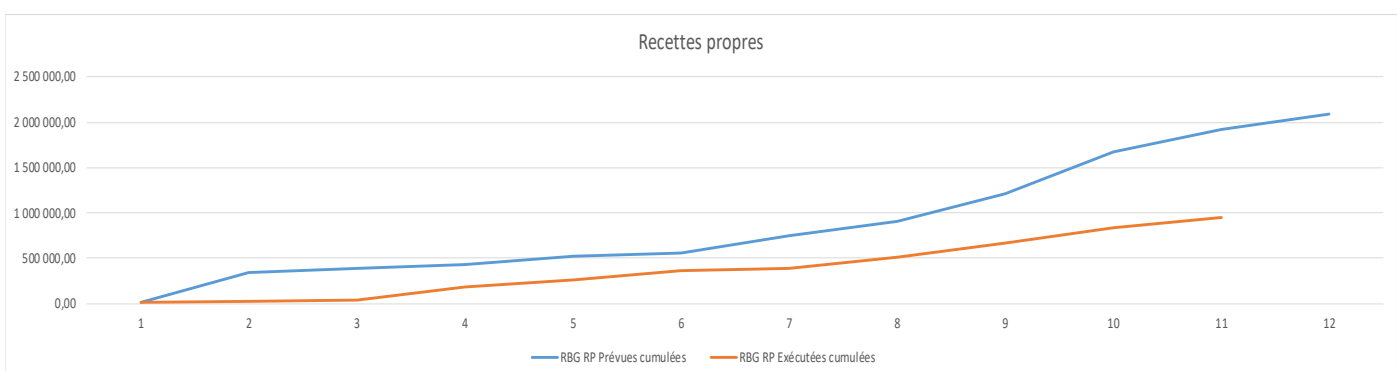
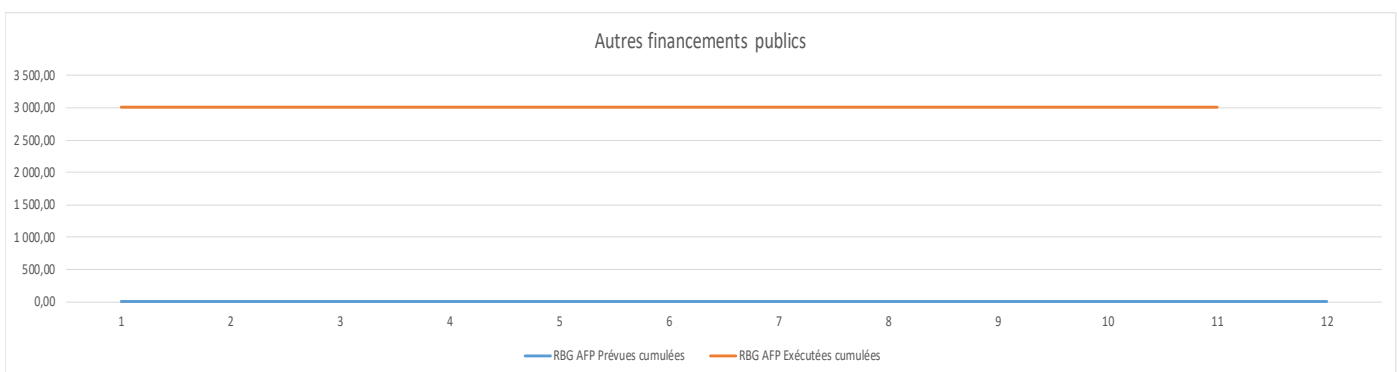
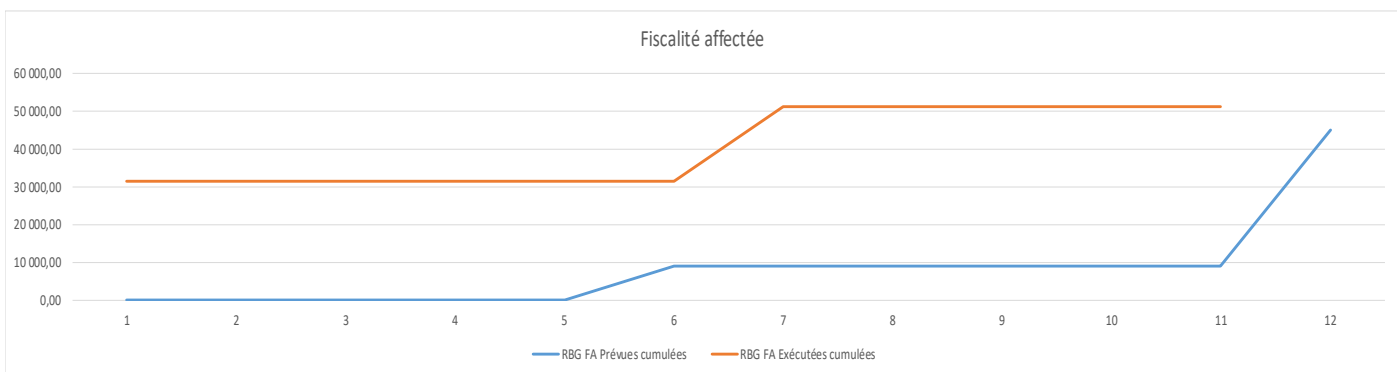
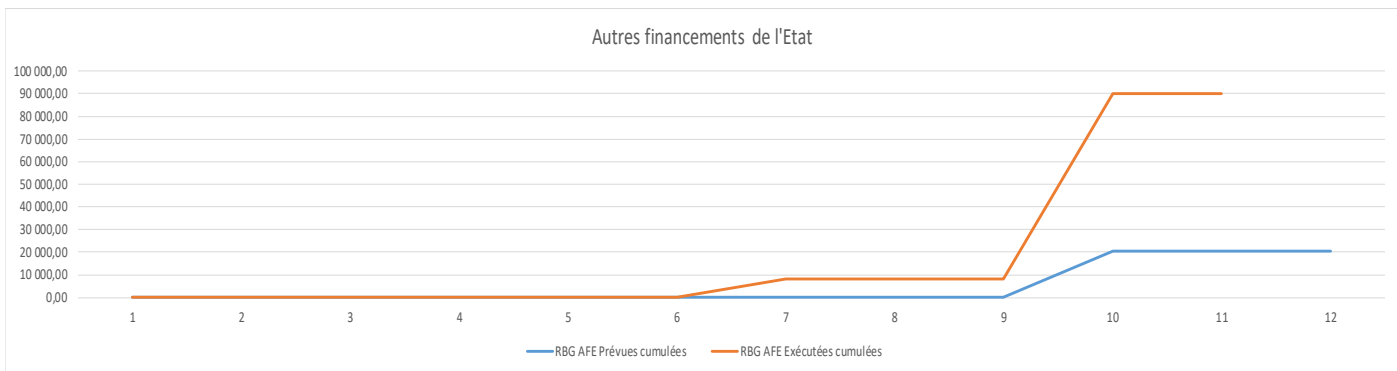
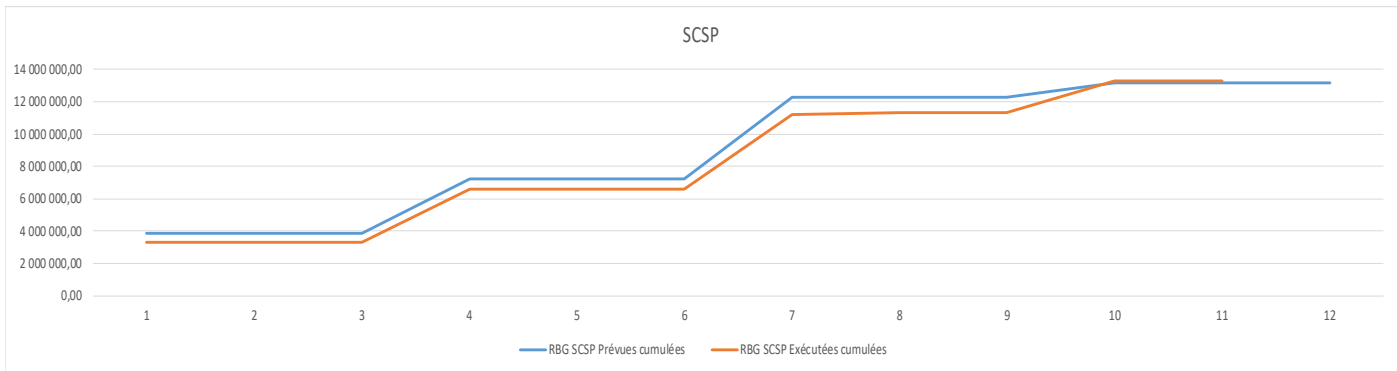
Base budget initial 2023

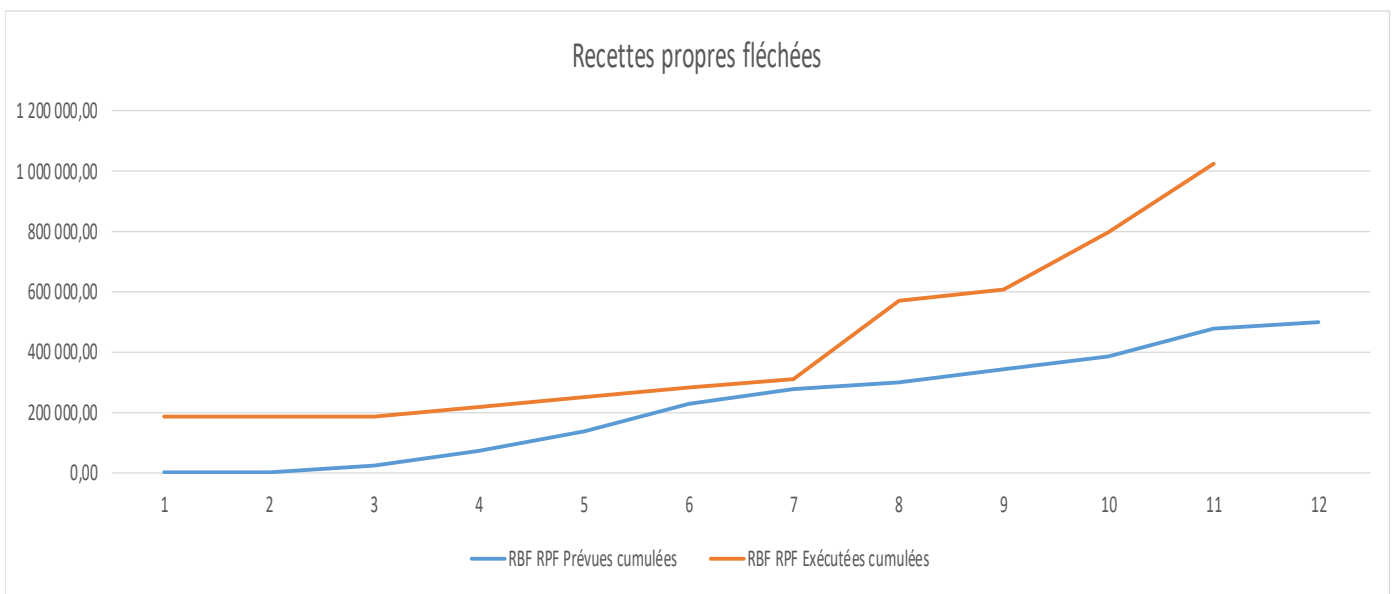
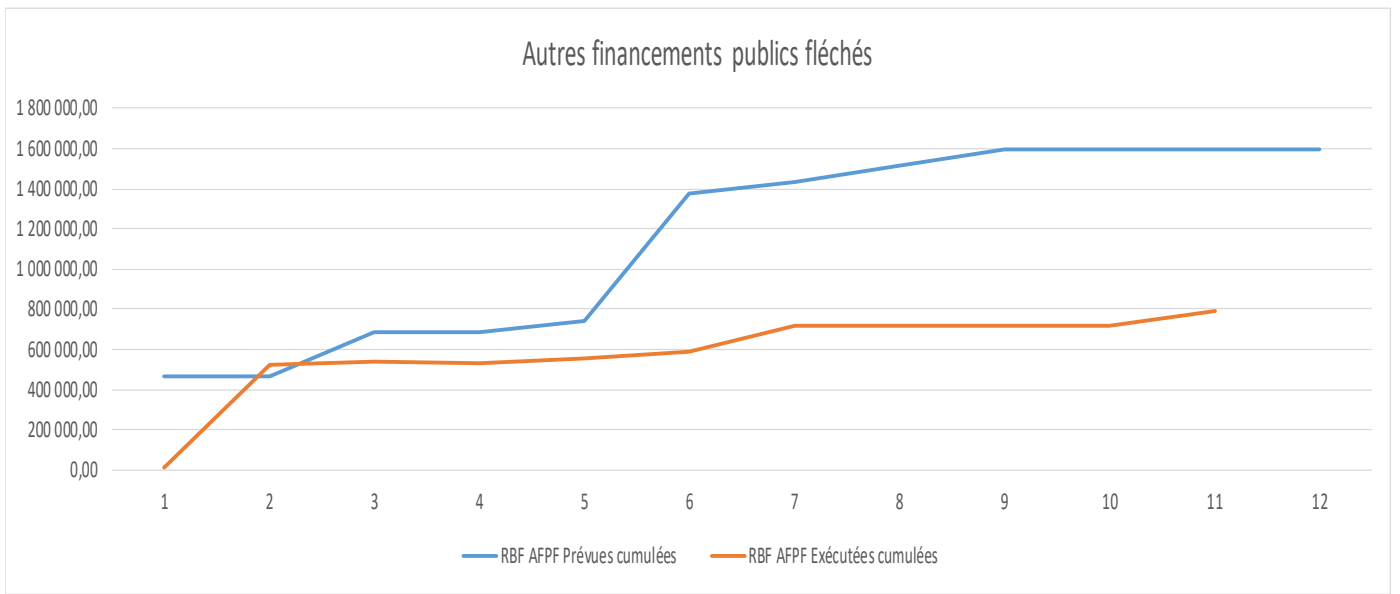
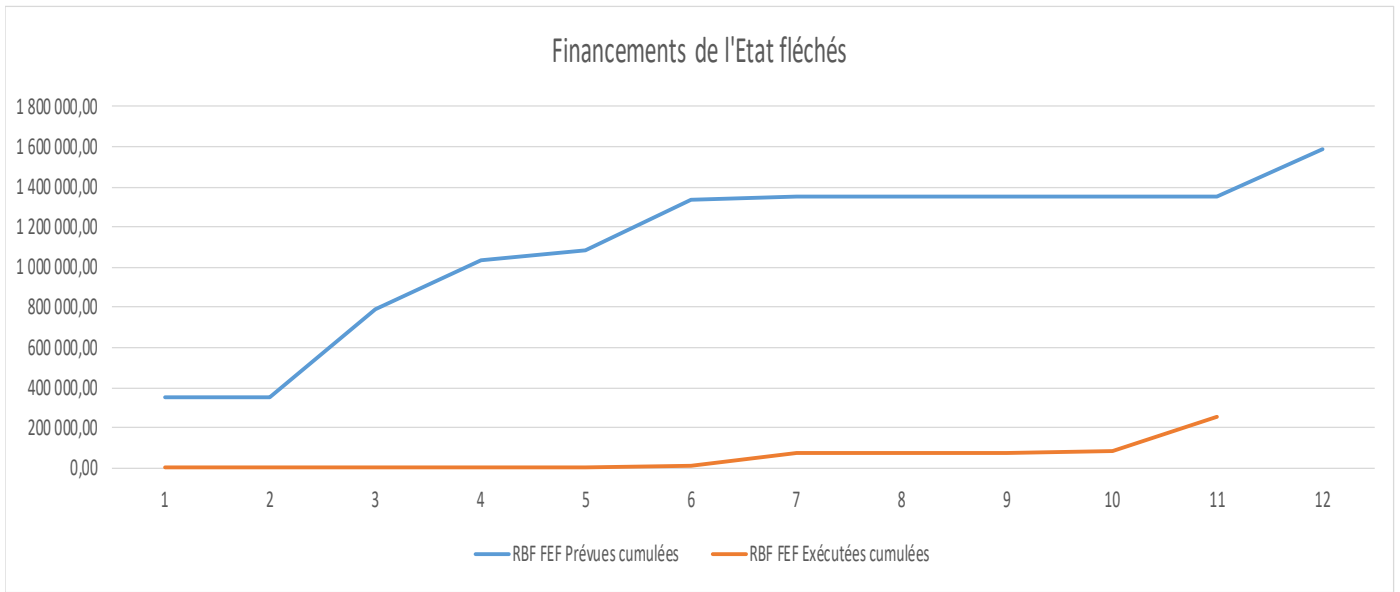
	Ouvert	Réalisé	Taux de réalisation
Recettes globalisées	15 320 181	14 394 192	93.9
Recettes fléchées	3 676 988	2 068 438	56.2
Total	18 997 169	16 462 630	86.6



Un retard général de 726 K€ est accusé par rapport à la prévision sur les recettes globalisées, notamment :

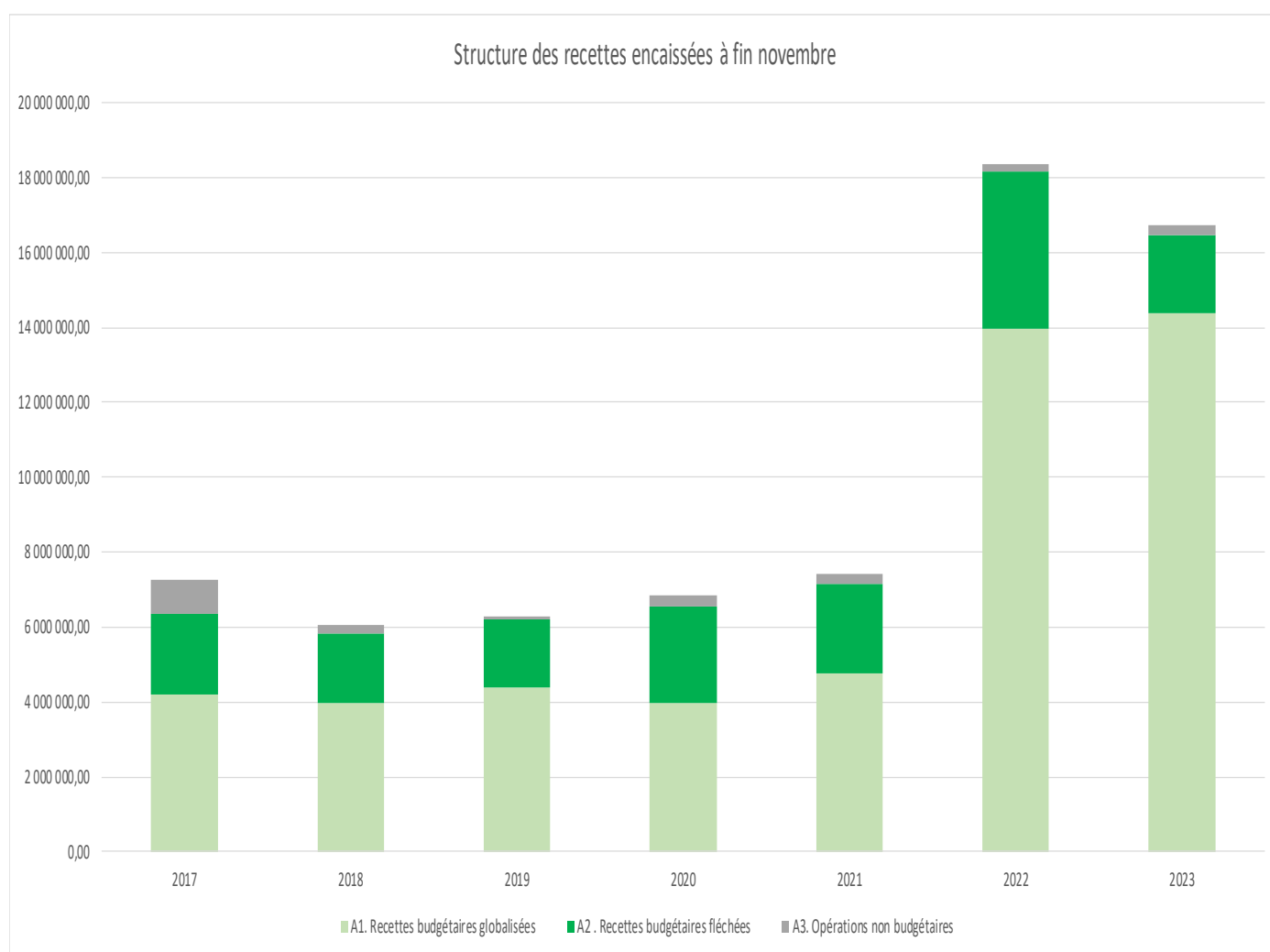






Mise en perspective des recettes sur période identique

NOVEMBRE	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
ENCAISSEMENTS							
A1. Recettes budgétaires globalisées	4 214 025,35	3 973 649,42	4 370 763,68	3 983 024,53	4 776 789,95	13 955 591,84	14 394 192,52
Subvention pour charges de service public	3 066 189,00	3 175 103,00	3 149 258,00	3 169 163,00	3 174 895,00	12 798 679,00	13 300 545,00
Autres financements de l'Etat	5 033,50	20 107,00	0,00	0,00	82 200,00	82 200,00	90 200,00
Fiscalité affectée	0,00	0,00	37 079,95	46 658,66	30 432,78	32 736,77	51 383,00
Autres financements publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
Recettes propres	1 142 802,85	778 439,42	1 184 425,73	767 202,87	1 489 262,17	1 041 976,07	949 064,52
A2 . Recettes budgétaires fléchées	2 142 423,58	1 854 795,73	1 827 797,39	2 568 176,37	2 367 391,06	4 205 852,46	2 068 438,10
Financements de l'Etat fléchés	211 093,92	687 069,29	915 703,73	933 354,12	358 321,91	2 449 234,50	254 520,00
Autres financements publics fléchés	1 767 241,65	453 121,61	494 330,69	1 336 125,45	1 743 557,67	1 582 934,08	787 487,17
Recettes propres fléchées	164 088,01	714 604,83	417 762,97	298 696,80	265 511,48	173 683,88	1 026 430,93
A3. Opérations non budgétaires	909 129,87	226 128,71	81 810,39	291 634,04	260 067,51	207 635,71	281 179,56
Nouveaux emprunts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations géré en compte de tiers (encaissements de l'exercice) hors TVA	868 961,42	118 500,00	42 200,00	177 003,20	237 381,50	149 764,25	242 876,00
TVA encaissée	0,00	0,00	0,00	80 000,00	0,00	30 000,00	0,00
Autres encaissements sur comptes de tiers	40 168,45	96 424,11	39 610,39	34 630,84	22 686,01	27 871,46	38 303,56
Retenues de garantie	0,00	11 204,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A. TOTAL	7 265 578,80	6 054 573,86	6 280 371,46	6 842 834,94	7 404 248,52	18 369 080,01	16 743 810,18



I. Les autorisations d'emplois et budgétaires

Définition :

« **Le budget est l'acte par lequel sont prévues et autorisées les recettes et les dépenses** » (décret 1246 du 7 novembre 2017 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique).

Éléments de compréhension des références et acronymes :

Autorisations d'engagement (AE):

Type de crédits matérialisant les engagements financiers pris auprès d'un tiers et créant une dette dès lors que la contrepartie aura été réalisée. Ex: bon de commande, marchés publics, conventions, etc.

Centre de responsabilité (CR) :

Enveloppe budgétaire disposant d'AE et de CP et allouée à un service, un département, un projet ou un ensemble de moyens financiers homogènes.

Crédits de paiement (CP):

Type de crédits permettant d'acquitter (décaisser) la dette à l'égard d'un tiers. Les crédits de paiement sont "consommés" lors du constat du décaissement (impact sur la trésorerie – tableau 7).

Déprogrammation:

Fermeture de crédits ouverts (AE et/ou CP) lors du budget initial du fait de la fin de l'opération, de la modification de son économie (dépenses et recettes réévaluées à la baisse) ou de son report (opérations pluriannuelles).

ETP :

Equivalent temps plein, unité de décompte des emplois qui correspond à une activité exercée sur la base d'un temps plein soit à la hauteur de la durée légale du travail.

ETPT :

Equivalent temps plein travaillé, unité de décompte des emplois qui correspond à une pondération des effectifs par la quotité de travail et son incidence sur la rémunération.

GBCP :

Gestion budgétaire et comptable publique en référence au décret 1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

Recettes encaissées (RE) :

Le budget est dit de caisse puisqu'il intègre l'ensemble des opérations donnant lieu à un décaissement (CP) et à un encaissement (RE). Les recettes encaissées ne présument pas du résultat puisqu'elles ne font pas nécessairement l'objet d'un produit sur le même exercice. Elles matérialisent un flux d'encaissement.

Reprogrammation:

Ouverture de crédits précédemment fermés ou non consommés (opérations pluriannuelles).

Restes à payer (RAP) :

Différences entre les autorisations d'engagement (AE) et les crédits de paiement (CP). Ils constituent un stock de dettes et participent de l'analyse de la soutenabilité du budget.

Solde budgétaire:

Le solde budgétaire est la différence entre les recettes encaissées (RE) et les crédits de paiement (CP) consommés. Le solde budgétaire matérialise une partie des flux de trésorerie.

Soutenabilité du budget :

Caractère du budget qui doit permettre de réaliser, sur le principe de sincérité, ce qui est prévu (engagement à venir) et d'honorer les engagements antérieurement pris.

1. Tableau budgétaire n°1 Les autorisations des emplois

Le tableau 1 fait figurer :

- Le plafond d'emplois 1 notifié à l'établissement par la tutelle (plafond d'emploi Etat défini en Loi de Finances),
- Le plafond d'emplois 2 sur ressources, fléchées ou propres, arrêté par l'établissement au regard des projections de recrutement sur 2023 (plafond établissement).

Mise en perspective pluriannuelle des ETPT consommés ou prévus sur le budget :

ETPT	2022	Budget initial 2023	BR 2023
Sous plafond Etat (Plafond 1)	124.61	127.44	124.10
Hors plafonds (Plafond 2)	6.25	13.58	11.04
Total	130.86	141.02	135.14

* L'établissement n'étant pas RCE en 2021, Les données 2021 ont été consolidées des données du titre 2 de l'Etat.

Répartition des emplois (en ETPT) par mission définie au PAP (voir annexe 3, page 49) :

	2022	BI 2023	BR 2023
Formation et vie étudiante	38.41	50.29	41.26
Recherche et valorisation	38.04	53.93	45.43
Gouvernance et transverses	54.41	36.8	48.44
Total	130.86	141.02	135.14

Les emplois sont répartis par mission. La quotité de travail des enseignants-chercheurs et des ATER est répartie pour 50% sur la mission « Formation » et pour 50% sur la mission « Recherche ».

Ventilation prévisionnelle des personnels par type d'emploi (ETPT) :

Type d'emploi	2022	BI 2023	BR 2023
Enseignants-chercheurs, enseignants*	61.86	66.84	65.23
BIATSS	69	74.18	69.91
Total	130.86	141.02	135.14

Plafond 1 et plafond 2

* Les vacataires ne décomptent pas d'ETPT

Mise en perspective de la ventilation des personnels par catégorie (ETPT) :

Catégorie ou assimilée*	2022	BI 2023	BR 2023
A	111.04	121.42	115.84
B	10.23	11.6	11.5
C	9.59	8	7.8
Total	130.86	141.02	135.14

*Assimilée correspond à une catégorisation des emplois contractuels (CDI ou CDD).

Les chiffres indiqués concernent le P1 et le P2

Mise en perspective de la ventilation des personnels par corps (ETPT) :

Corps ou assimilés*	2022	BI 2023	BR 2023
Professeurs des universités	17,25	18	18.66
Maîtres de conférences	26,73	29.21	27.02
PRAG	8,92	9	9.25
PRCE ET AUTRES	5,88	6.13	6.05
Contractuels enseignants (P1)	3	2	2.5
Ingénieurs de recherche**	10	9.5	9.5
Ingénieurs d'étude	16,25	16	15.6
Assistants ingénieurs	5	5	5.68
Techniciens	7,43	7.8	7.7
Adjoints techniques	7,8	8	7.8
Contractuels Biatss (P1)	16, 35	16.8	14.34
Contractuels Biatss Ressources propres (P2)			1.32
Contractuels Biatss Ressources fléchées (P2)	6,17	10.25	7.97
Contractuels Ens. Ressources propres (P2)		3.33	1.57
Contractuels Ens. Ressources Fléchées (P2)	0,08		0.18
Total	130.86	141.02	135.14

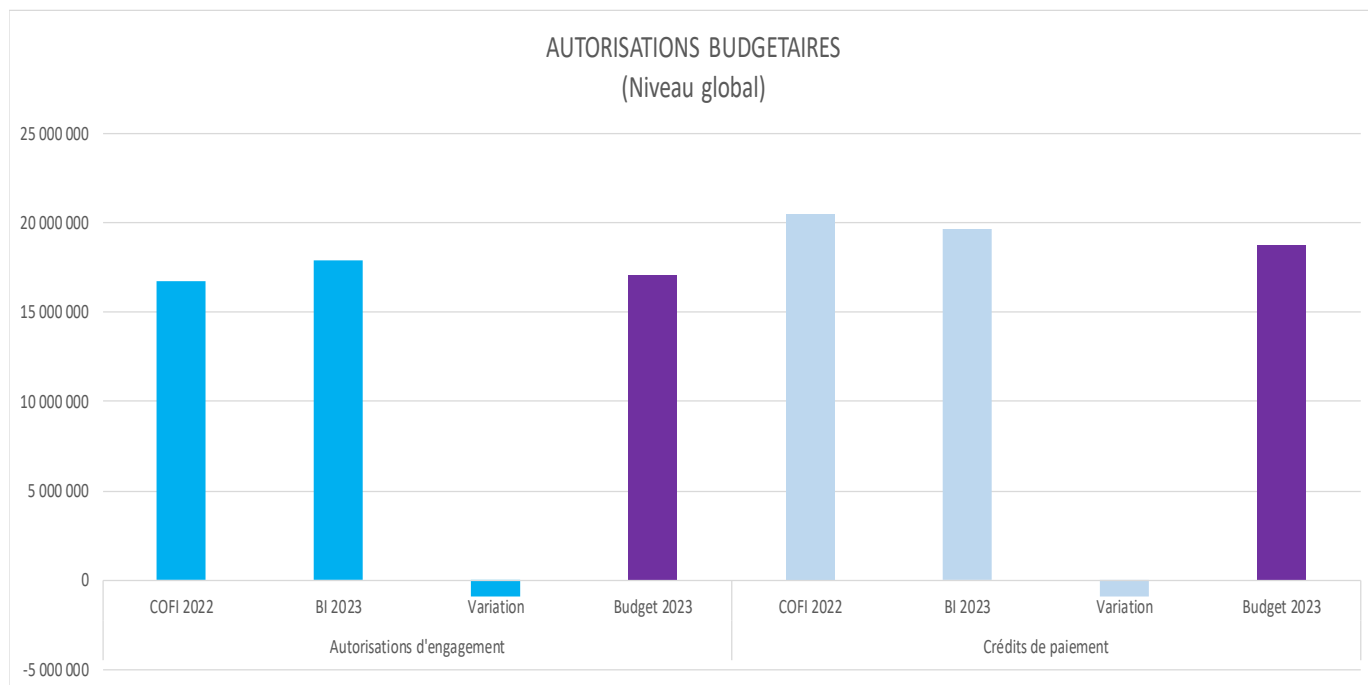
*Assimilés correspond à la catégorisation des emplois contractuels (CDI ou CDD).

**Sont intégrés les emplois fonctionnels.

2. Tableau budgétaire n°2 Les autorisations budgétaires

2.1. Les autorisations budgétaires : le niveau global

	Autorisations d'engagement				Crédits de paiement				Variation BI22-BR22-1	
	COFI 2022	BI 2023	Variation	Budget 2023	COFI 2022	BI 2023	Variation	Budget 2023	AE	CP
AUTORISATIONS	16 771 155	17 929 718	-897 559	17 032 159	20 504 302	19 650 572	-933 314	18 717 258	-5,01%	-4,75%



Les données du COFI sont consolidées. Les autres (BI et BR) sont des prévisions ou en cours d'exécution.

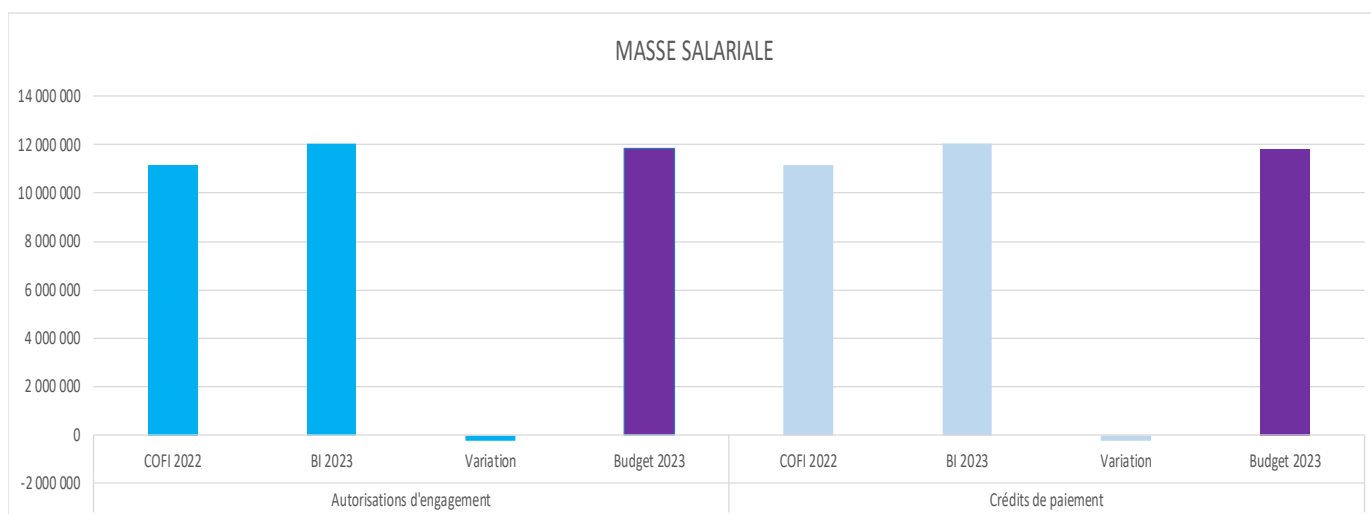
Par rapport au budget initial 2023, les autorisations d'engagement ouvertes connaissent une diminution de 5 %.

Les crédits de personnels (11844K€) représentent 69% des autorisations d'engagements (66% en 2022)

La part de ces crédits dans les établissements RCE s'établit en moyenne aux alentours de 80% des crédits. Cette part un peu moindre, par rapport à la moyenne, dans le budget 2023 s'explique notamment par les crédits dévolus aux travaux initiés au titre du plan de relance de l'Etat et du plan d'accélération de l'investissement régional du conseil régional.

2.2. Les crédits de personnel

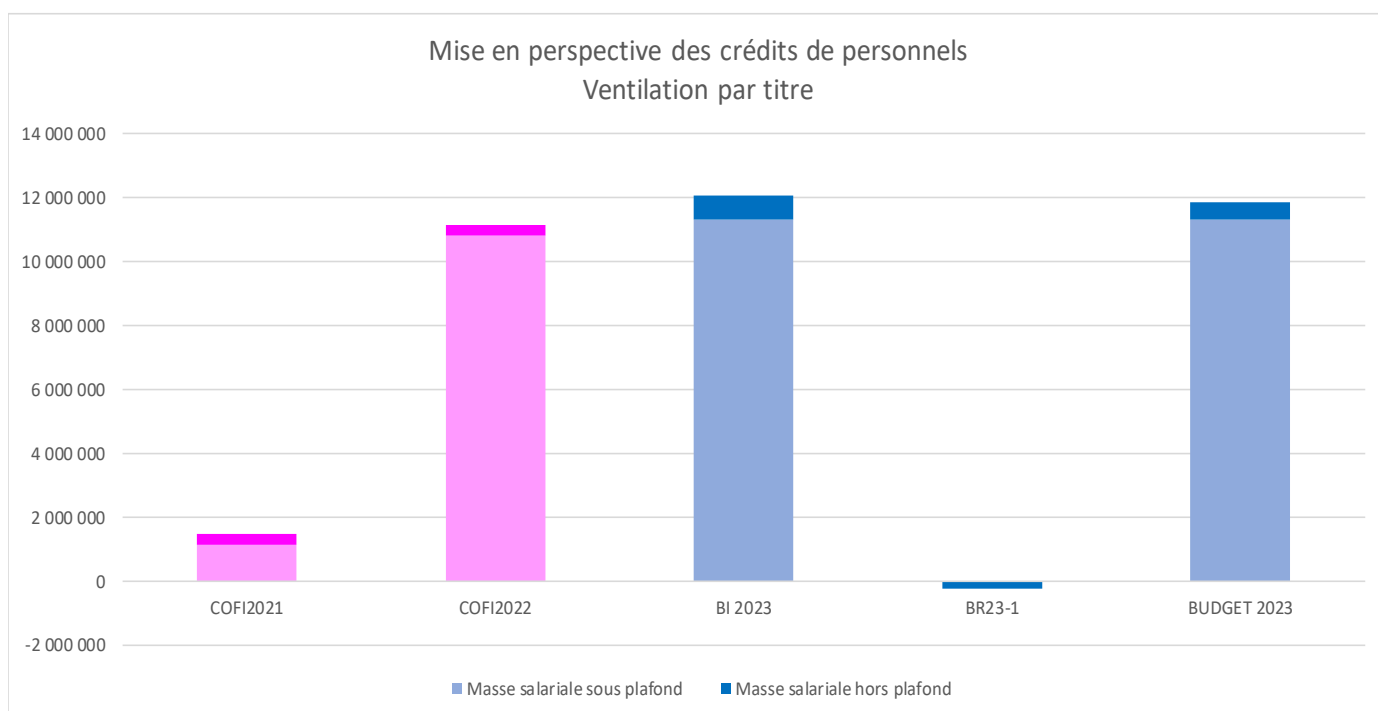
	Autorisations d'engagement				Crédits de paiement				Variation BI22-BR22-1	
	COFI 2022	BI 2023	Variation	Budget 2023	COFI 2022	BI 2023	Variation	Budget 2023	AE	CP
MASSE SALARIALE	11 149 698	12 066 092	-222 031	11 844 061	11 149 698	12 066 092	-222 031	11 844 061	-1,84%	-1,84%



Les données du COFI sont consolidées. Les autres (BI et BR) sont des prévisions ou en cours d'exécution.

Dans le cadre des crédits budgétaires de masse salariale, les autorisations d'engagement sont obligatoirement égales aux crédits de paiement.

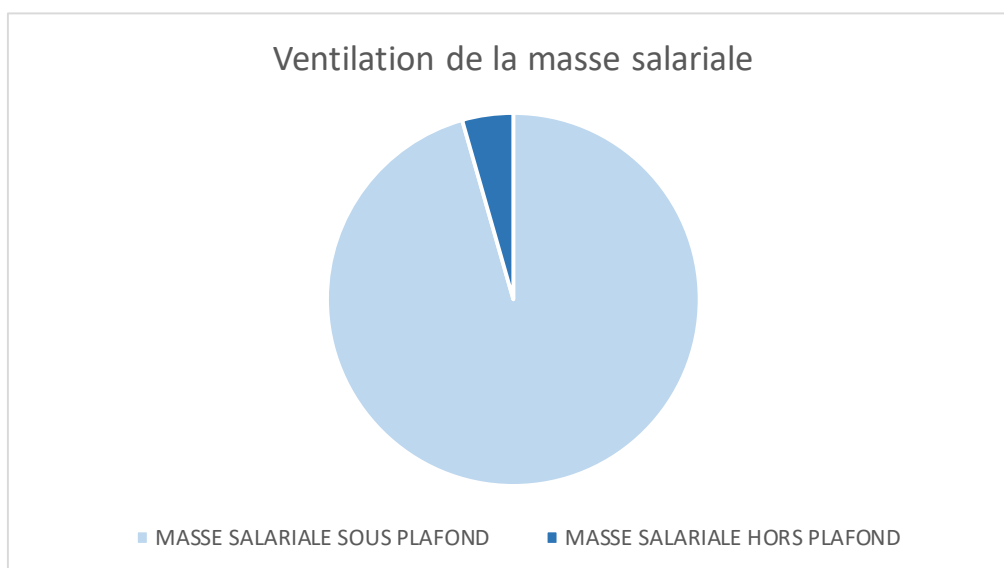
	COFI2021	COFI2022	BI 2023	BR23-1	BUDGET 2023	Variation BI/BR
Masse salariale sous plafond	1 164 184	10 825 506	11 318 550	0	11 318 550,00	0,00%
Masse salariale hors plafond	303 142	324 192	747 542	-222 031	525 511,00	-29,70%
Total	1 467 326	11 149 698	12 066 092	-222 031	11 844 061,00	-1,84%



Les déprogrammations de crédits de personnels portent sur le plafond 2 réservé aux emplois sur ressources propres et sur ressources fléchées (contrats de recherche ou subvention). Elles s'expliquent par la non-réalisation des hypothèses de recrutement émises lors du budget initiales.

Répartition des crédits de personnel par plafond :

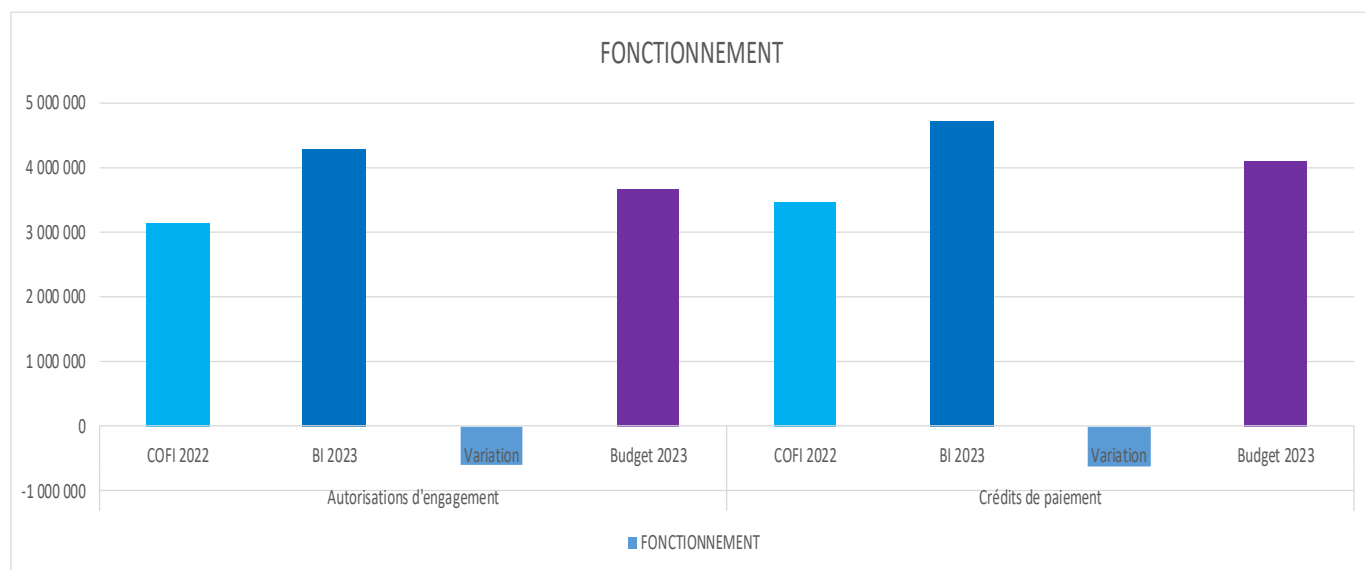
	En euros	%	% BI
MASSE SALARIALE SOUS PLAFOND	11 318 550	96%	94%
MASSE SALARIALE HORS PLAFOND	525 511	4%	6%
TOTAL	11 844 061	100%	100%



La répartition entre la masse salariale sous plafond et la masse salariale hors plafond (contrats de recherche) était respectivement de 96% et 4% au budget initial 2023. Eu égard au poids des crédits de personnel sous plafond, financés par la SCSP, les déprogrammations sont sans incidence sur la répartition des crédits de personnels entre les deux plafonds.

2.3. Le fonctionnement : niveau global

	Autorisations d'engagement				Crédits de paiement				Variation BI22-BR22-1	
	COFI 2022	BI 2023	Variation	Budget 2023	COFI 2022	BI 2023	Variation	Budget 2023	AE	CP
FONCTIONNEMENT	3 152 134	4 268 423	-596 702	3 671 721	3 451 215	4 709 059	-609 939	4 099 120	-13,98%	-12,95%



Les données du COFI sont consolidées. Les autres (BI et BR) sont des prévisions ou en cours d'exécution.

Le budget rectificatif voit une déprogrammation de près de 14% des autorisations de fonctionnement. Le travail n'ayant pu être mené de manière exhaustive sur les crédits fléchés, ces déprogrammations concernent les crédits globalisés.

Elles s'expliquent par une réévaluation, à la baisse, à hauteur de 490K€, des crédits ouverts initialement en viabilisation (électricité et gaz), par le décalage de certains projets ou la révision des moyens nécessaires.

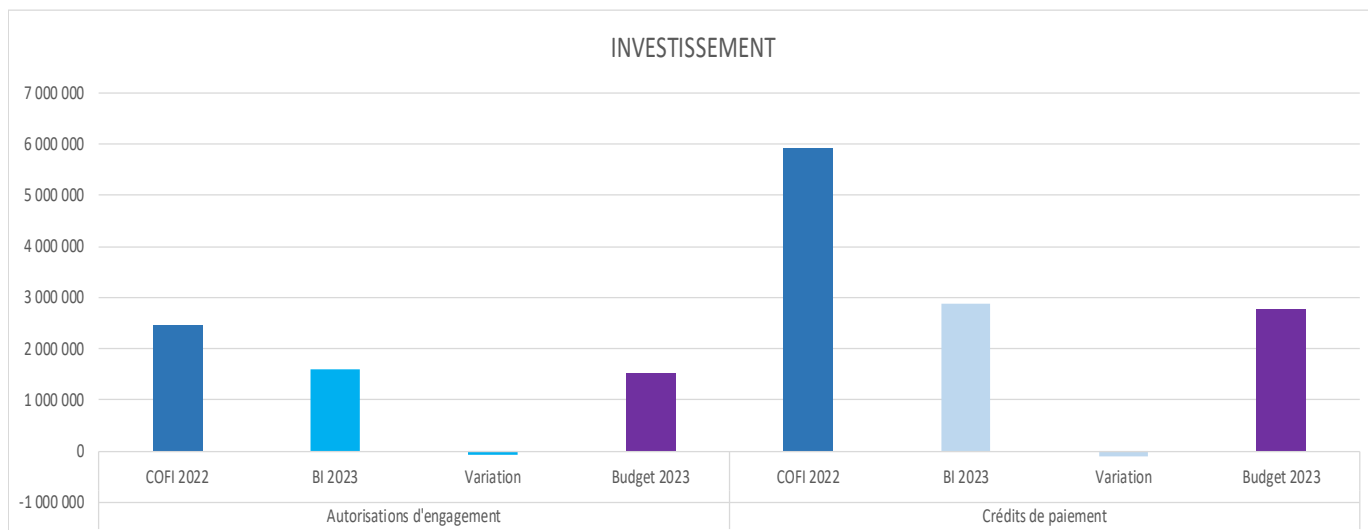
Pour l'unité budgétaire 04 Valorisation et partenariat, les déprogrammations s'expliquent par la révision des hypothèses d'activités des plateformes.

La ventilation des flux entre unités budgétaires s'établit comme suit :

	Autorisations d'engagements	Crédits de paiement
UB01 Formation	- 20 511	- 14 551
UB02 Recherche	- 7 789	- 7 719
UB03 Moyens communs	56 928	37 484
UB04 Valorisation et partenariat	- 138 564	- 141 510
UB06 Patrimoine	- 486 726	- 483 641

2.4. L'investissement : niveau global

	Autorisations d'engagement				Crédits de paiement				Variation BI22-BR22-1	
	COFI 2022	BI 2023	Variation	Budget 2023	COFI 2022	BI 2023	Variation	Budget 2023	AE	CP
INVESTISSEMENT	2 469 323	1 595 203	-78 826	1 516 377	5 903 389	2 875 421	-101 345	2 774 076	-4,94%	-3,52%



Les données du COFI sont consolidées. Les autres (BI et BR) sont des prévisions ou en cours d'exécution.

Compte tenu des fortes incertitudes pesant sur le fonds de roulement lors de la construction du budget initial, l'essentiel de la tranche 2024 du plan pluriannuel d'investissement 2023-2027 avait été déprogrammé. Les crédits ouverts portaient essentiellement sur les moyens fléchés liés notamment aux travaux réalisés dans le cadre des plans de relance.

Le travail n'ayant pu être mené de manière exhaustive sur les crédits fléchés, ces déprogrammations concernent essentiellement les crédits globalisés.

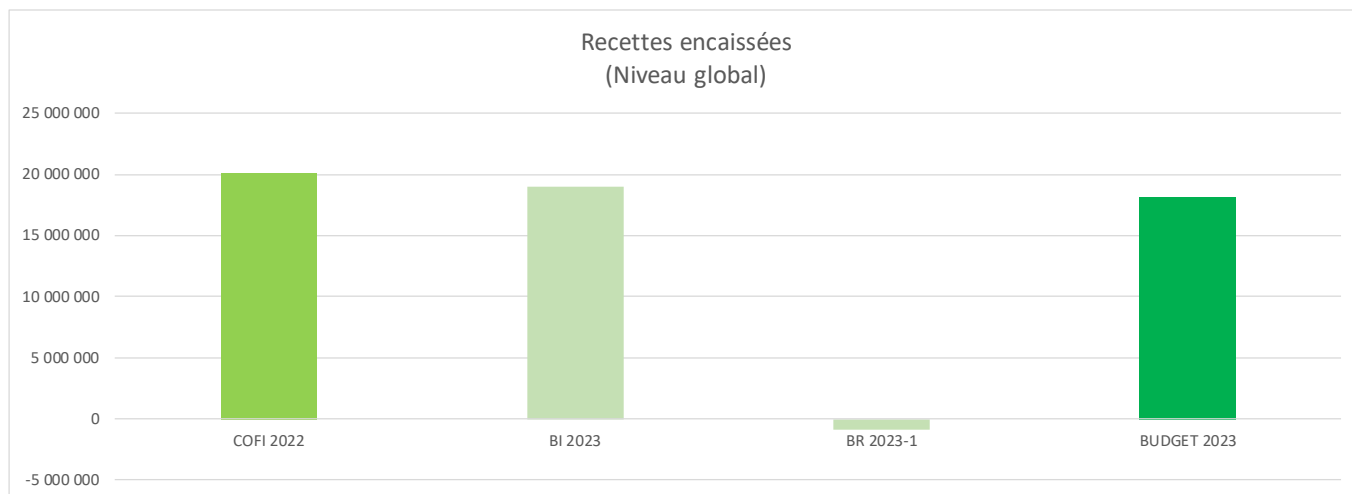
La ventilation des flux entre unités budgétaires s'établit comme suit :

	Autorisations d'engagements	Crédits de paiement
UB01 Formation	- 20 239	- 20 277
UB02 Recherche	- 1 806	- 1 807
UB03 Moyens communs	- 238	-259
UB04 Valorisation et partenariat	- 42 817	- 42 817
UB06 Patrimoine	- 13 724	- 36 182

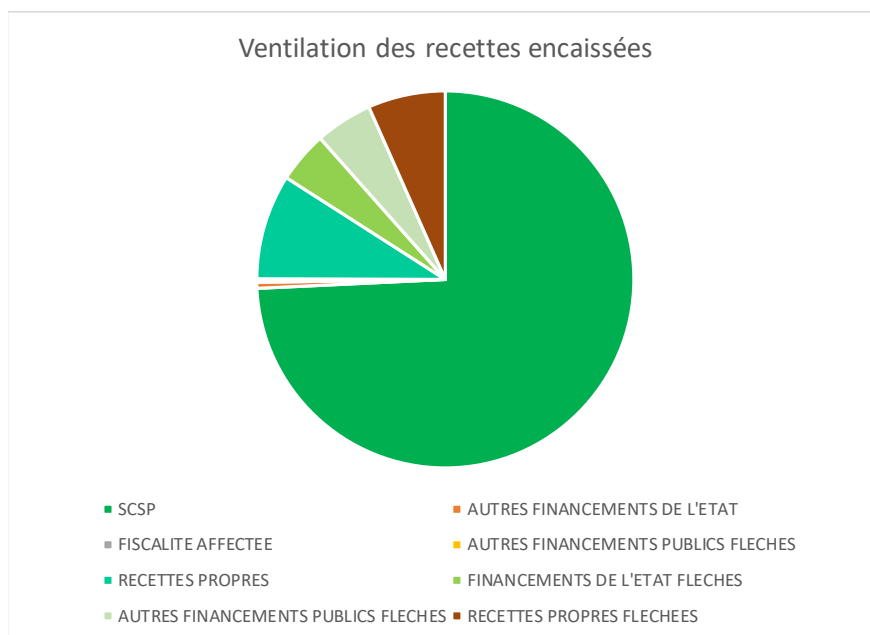
2.5. Les recettes encaissées (RE)

RECETTES ENCAISSEES

	COFI 2022	BI 2023	BR 2023-1	BUDGET 2023	Variation BI23-BR23-1
	20 072 043	18 997 169	-882 149	18 115 021	-4,64%



SCSP	13 447 807	74,24%
AUTRES FINANCEMENTS DE L'ETAT	92 200	0,51%
FISCALITE AFFECTEE	51 383	0,28%
AUTRES FINANCEMENTS PUBLICS FLECHES	3 000	0,02%
RECETTES PROPRES	1 633 643	9,02%
FINANCEMENTS DE L'ETAT FLECHES	793 800	4,38%
AUTRES FINANCEMENTS PUBLICS FLECHES	891 873	4,92%
RECETTES PROPRES FLECHEES	1 201 315	6,63%
TOTAL	18 115 021	100,00%

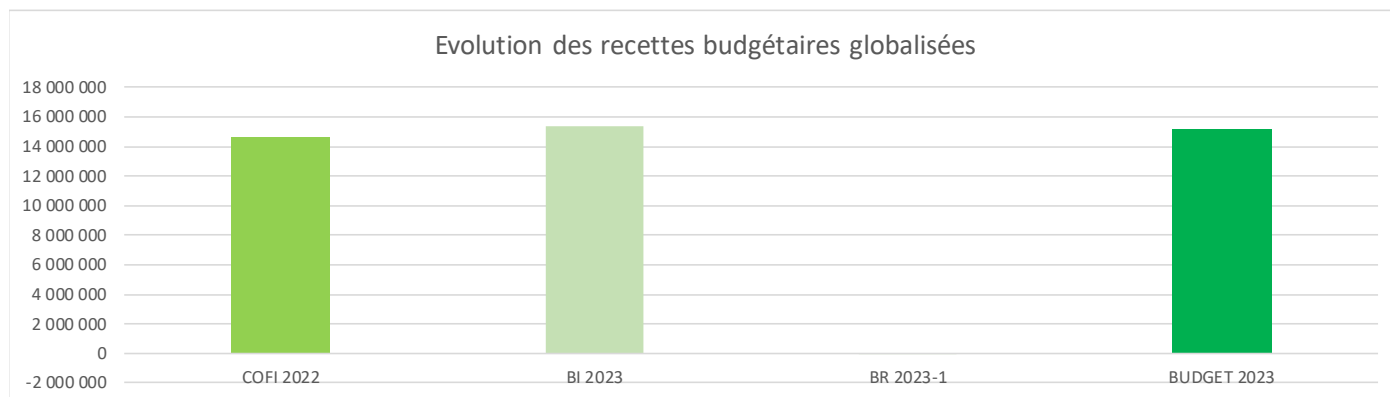


Au titre du budget rectificatif 2023-1, les révisions des hypothèses de recettes encaissables entraînent une déprogrammation totale de 882 K€ soit près de 4.6% des recettes initialement envisagées.

Les situations varient fortement selon la nature des recettes attendues.

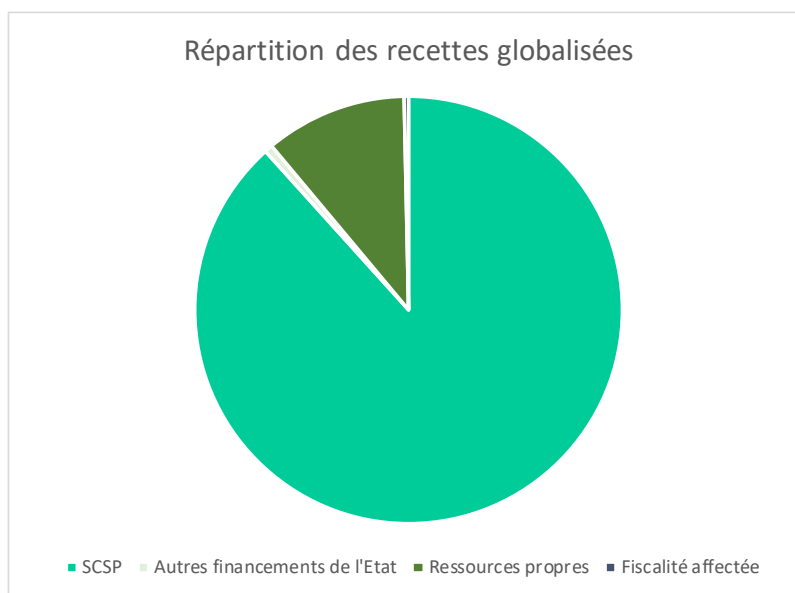
2.6. Les recettes budgétaires globalisées

RECETTES BUDGETAIRES GLOBALISEES	RECETTES ENCAISSEES				Variation BI23-BR23-1
	COFI 2022	BI 2023	BR 2023-1	BUDGET 2023	
	14 565 867	15 320 181	-92 149	15 228 033	-0,60%



Les données du COFI sont consolidées. Les autres (BI et BR) sont des prévisions ou en cours d'exécution.

SCSP	13 447 807	88,33%
Autres financements de l'Etat	92 200	0,61%
Ressources propres	1 633 643	10,73%
Fiscalité affectée	51 383	0,34%
Total	15 225 033	100%

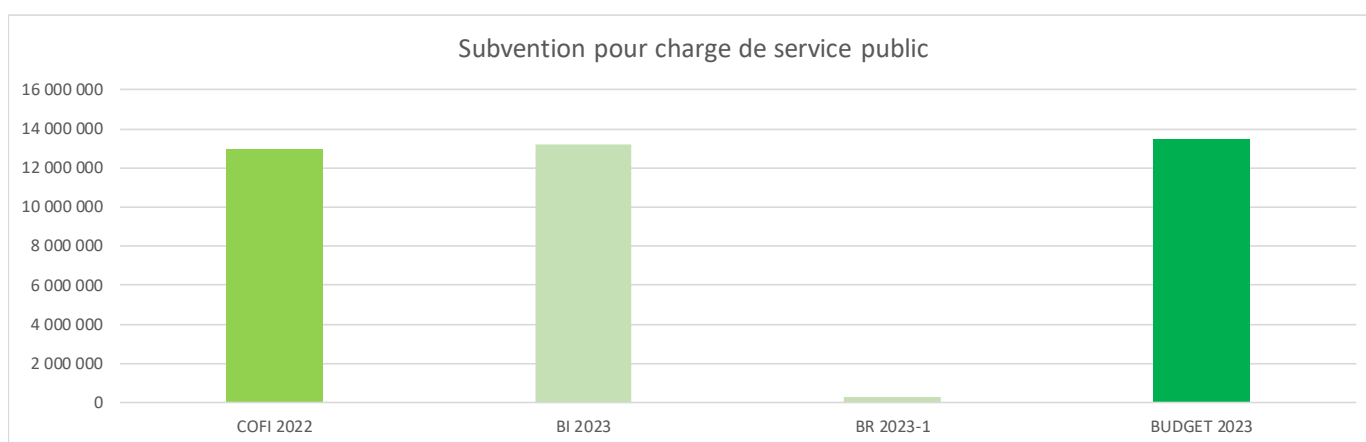


Pour les recettes globalisées, la déprogrammation est de 92 K€.

L'augmentation de la subvention pour charge de service public (cf. infra page 23) compense les déprogrammations des ressources propres (cf. infra page 24).

La subvention pour charge de service public

	COFI 2022	BI 2023	BR 2023-1	BUDGET 2023	Variation BI23-BR23-1
SCSP	12 974 002	13 168 725	279 082	13 447 807	2,12%



Les données du COFI sont consolidées. Les autres (BI et BR) sont des prévisions ou en cours d'exécution.

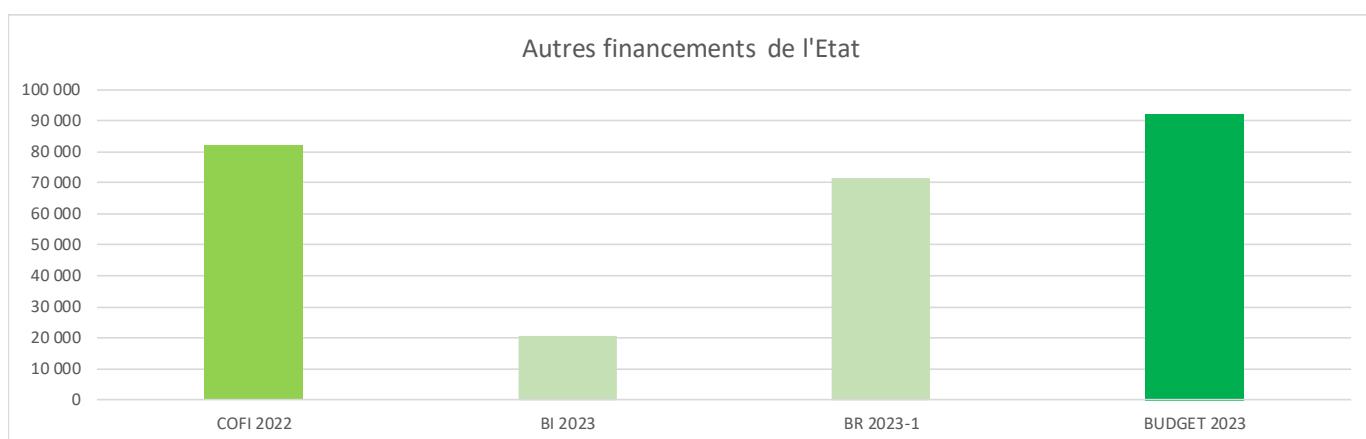
Les notifications intermédiaires de la SCSP ont vu une augmentation de 279 K€.

Cette augmentation s'explique notamment par une dotation de 120 K€ au titre du dialogue de performance avec l'Etat et un versement exceptionnel de 147 K€ le 5 décembre, probablement au titre de la compensation des mesures salariales décidées par l'Etat et au titre de la viabilisation.

Les ressources complémentaires, de 120 K€, allouées dans le cadre du dialogue de performance, qui précède la mise en place de contrat d'objectifs, de moyens et de performance (COMP), en 2024, donneront lieu à des réalisations et des charges au titre de l'exercice 2024.

Les autres financements de l'Etat

	COFI 2022	BI 2023	BR 2023-1	BUDGET 2023	Variation BI23-BR23-1
AUTRES FINANCEMENTS DE L'ETAT	82 200	20 550	71 650	92 200	348,66%

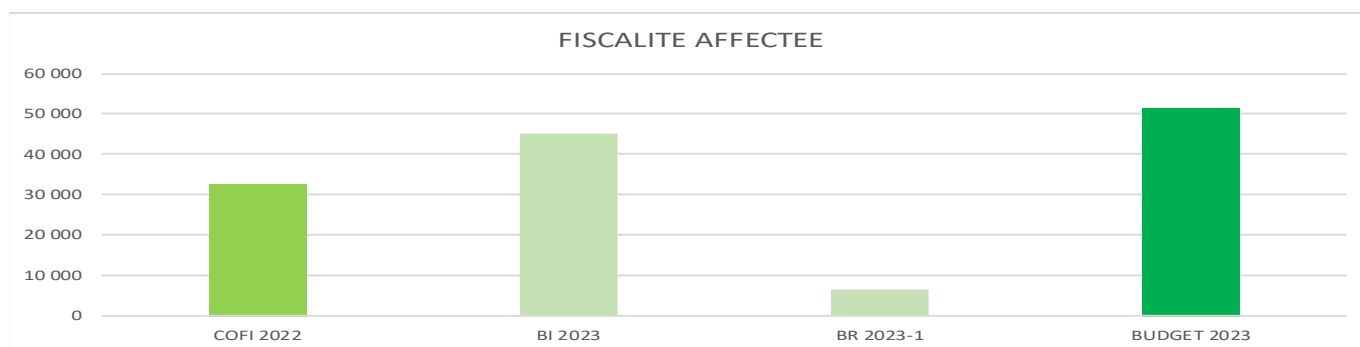


Les données du COFI sont consolidées. Les autres (BI et BR) sont des prévisions ou en cours d'exécution.

L'augmentation, au titre du budget rectificatif 2023-1, s'explique notamment par le renouvellement de la mise à disposition de l'Etat (ministère de l'Education Nationale) d'un agent, dans le cadre d'une convention, et l'encaissement subséquent à la facturation.

La fiscalité affectée

	COFI 2022	BI 2023	BR 2023-1	BUDGET 2023	Variation BI23-BR23-1
FISCALITE AFFECTEE	32 737	45 000	6 383	51 383	14,18%



La fiscalité affectée rend compte de la contribution de vie étudiante et de campus (CVEC) reversée par le CROUS après perception de la redevance acquittée par les étudiants avant leurs inscriptions dans les établissements. L'ajustement correspond à la réalité des encaissements. Des moyens symétriques ont été alloués dans le cadre des projets financés par cette ressources.

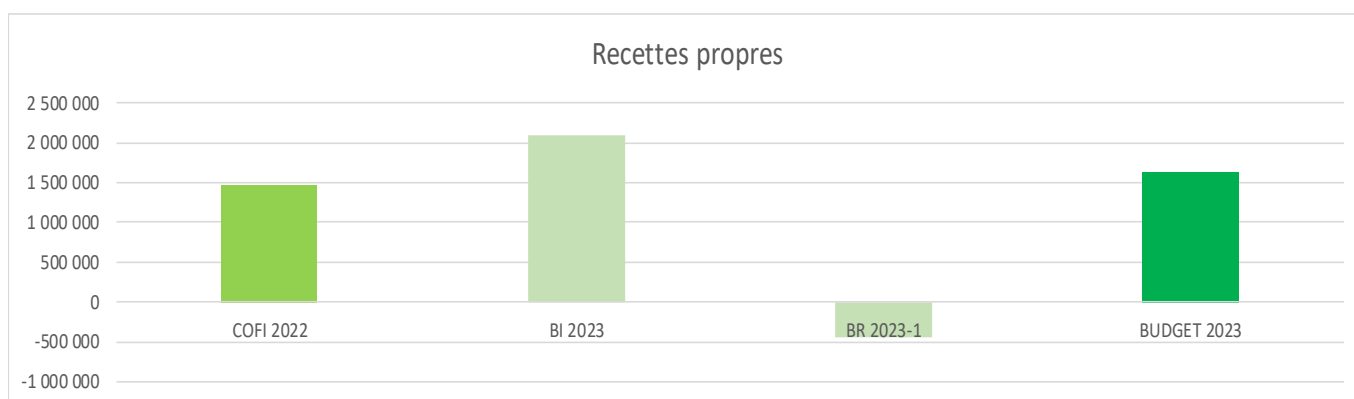
Les autres financements publics

	COFI 2022	BI 2023	BR 2023-1	BUDGET 2023	Variation BI23-BR23-1
Autres financements publics	0	0	3 000	3 000	

Il s'agit d'une ressource non prévue, versée dans le cadre d'un projet pédagogique par la ville de Besançon.

Les recettes propres

	COFI 2022	BI 2023	BR 2023-1	BUDGET 2023	Variation BI23-BR23-1
RECETTES PROPRES	1 476 928	2 085 906	-452 264	1 633 643	-21,68%



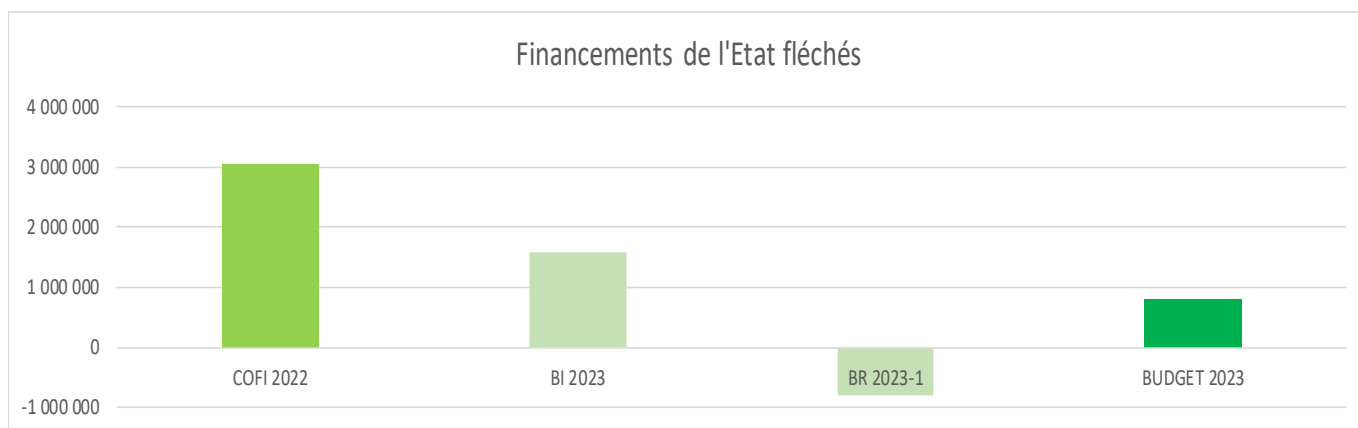
Les données du COFI sont consolidées. Les autres (BI et BR) sont des prévisions ou en cours d'exécution.

La baisse de 452 K€ s'explique notamment par une révision des hypothèses :

- De 180 K€ au titre des droits d'inscription (compensée par ailleurs au titre de la SCSP).
- De 118 K€ au titre des activités des plateformes.

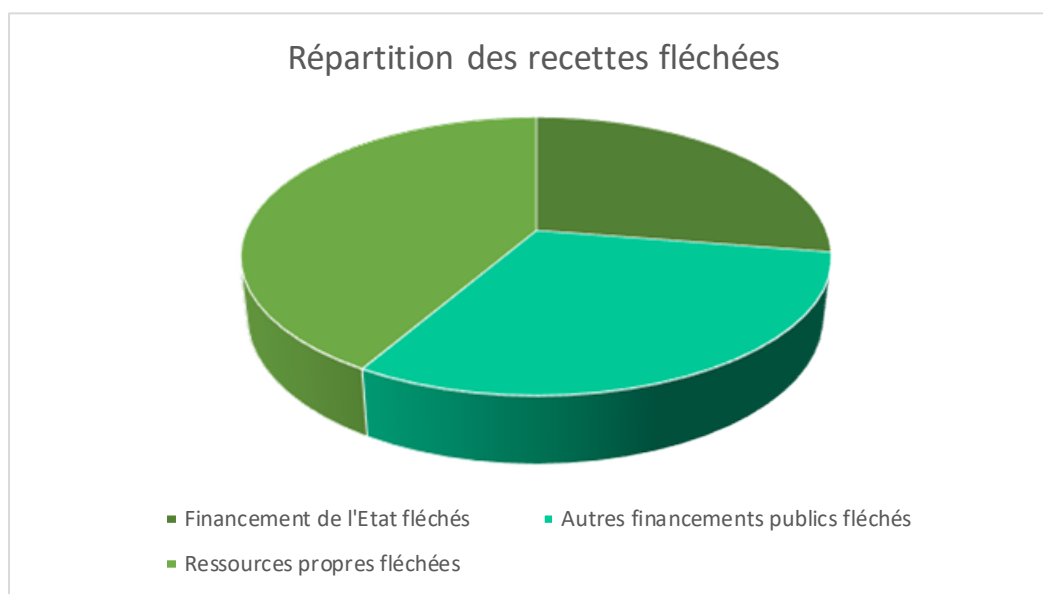
2.12 Les recettes budgétaires fléchées

	COFI 2022	BI 2023	BR 2023-1	BUDGET 2023	Variation BI23-BR23-1
FINANCEMENTS DE L'ETAT FLECHES	3 074 235	1 583 800	-790 000	793 800	-49,88%



Les données du COFI sont consolidées. Les autres (BI et BR) sont des prévisions ou en cours d'exécution.

Financement de l'Etat fléchés	793 800	27,50%
Autres financements publics fléchés	891 873	30,89%
Ressources propres fléchées	1 201 315	41,61%
Total	2 886 988	100,00%

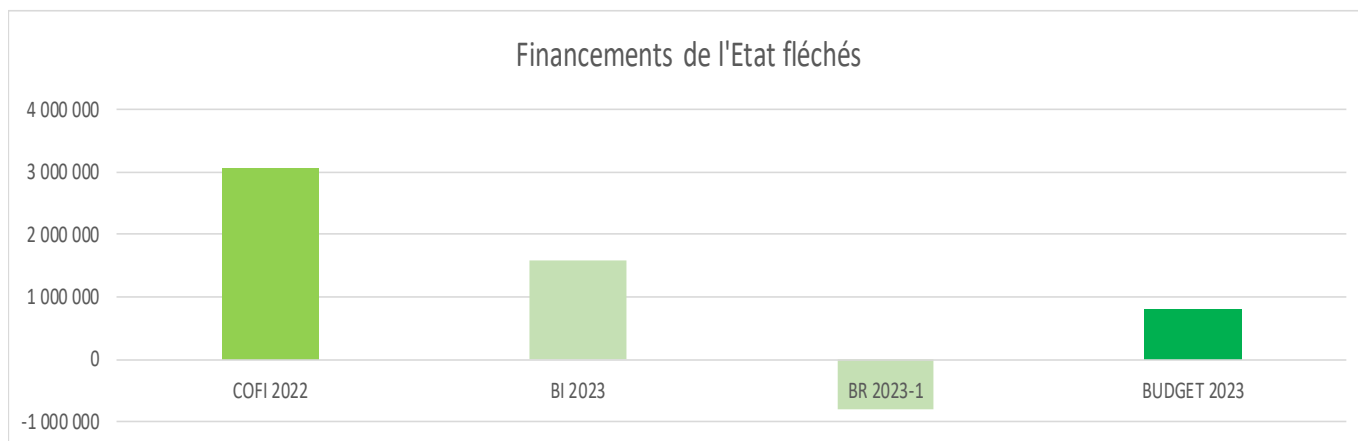


Au titre du budget rectificatif, les hypothèses d'encaissement sont révisées, à la baisse de 790 K€.

Ces encaissements sont liés à des programmes fléchés. La baisse s'explique notamment par des décalages de versements des financeurs. Ces versements ont été effectués soit à la fin de l'exercice 2022 après la construction du budget initial soit sont reportés sur 2024 en fonction de l'avancement et de la réalisation des programmes.

Les financements fléchés de l'Etat (FEF)

	COFI 2022	BI 2023	BR 2023-1	BUDGET 2023	Variation BI23-BR23-1
FINANCEMENTS DE L'ETAT FLECHES	3 074 235	1 583 800	-790 000	793 800	-49,88%



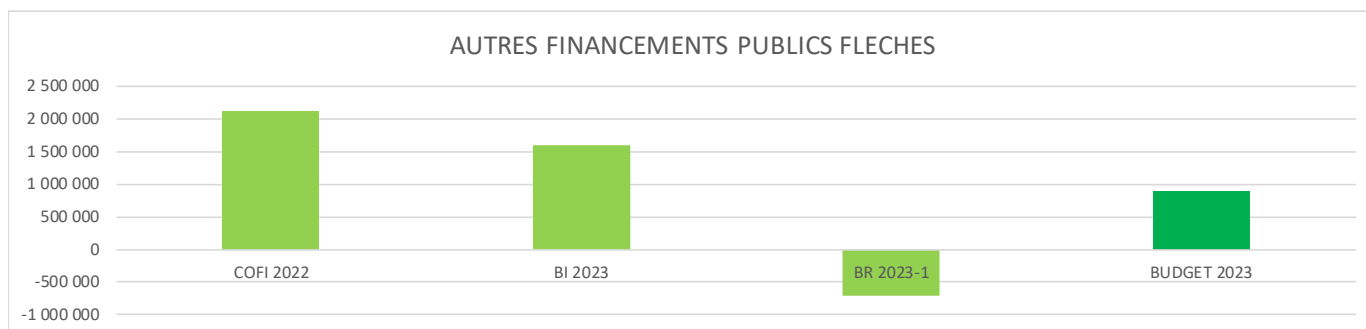
Les données du COFI sont consolidées. Les autres (BI et BR) sont des prévisions ou en cours d'exécution.

Dans le cadre de la réalisation des travaux financés par le plan de relance de l'Etat, des encaissements étaient à hauteur de 790 K€. L'Etat a effectué une partie des versements fin décembre 2022. Le solde est attendu, après la production des justificatifs, en 2024.

L'Etat a, par ailleurs, d'ores et déjà versé 150 K€ au titre du CPER pour le financement de la réhabilitation thermique de l'atelier de productique. Les travaux sont prévus à partir de l'automne 2024.

Les autres financements publics fléchés

	COFI 2022	BI 2023	BR 2023-1	BUDGET 2023	Variation BI23-BR23-1
AUTRES FINANCEMENTS PUBLICS FLECHES	2 124 677	1 591 873	-700 000	891 873	-43,97%



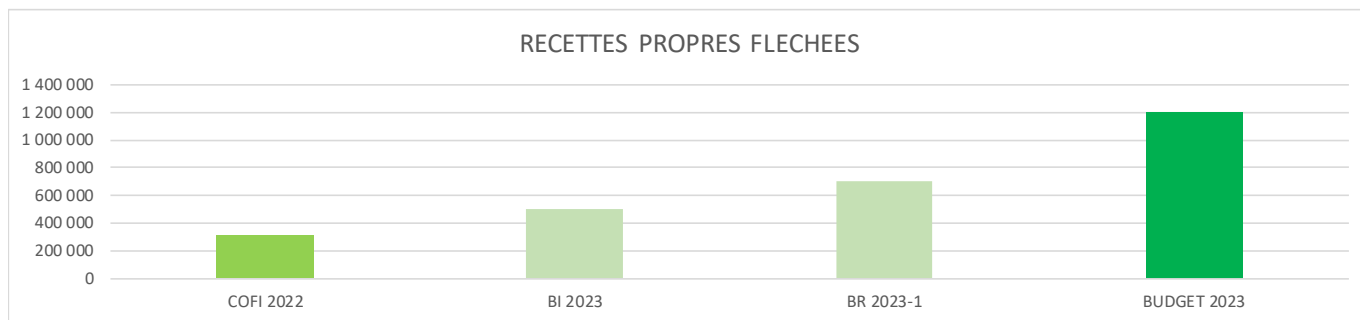
Les données du COFI sont consolidées. Les autres (BI et BR) sont des prévisions ou en cours d'exécution.

Les encaissements attendus concernent des versements au titre des soldes ou des avances pour les contrats de recherche et les autres subventions allouées par la collectivité régionale.

Dans le cadre de la réalisation des travaux financés par le plan d'accélération régional de l'investissement régional (PAIR), des encaissements étaient attendus à hauteur de 1120K. Le solde sera versé début 2024 après la production des justificatifs. En l'état, l'établissement avance la trésorerie.

Les recettes propres fléchées

	COFI 2022	BI 2023	BR 2023-1	BUDGET 2023	Variation BI23-BR23-1
RECETTES PROPRES FLECHEES	307 264	501 315	700 000	1 201 315	139,63%

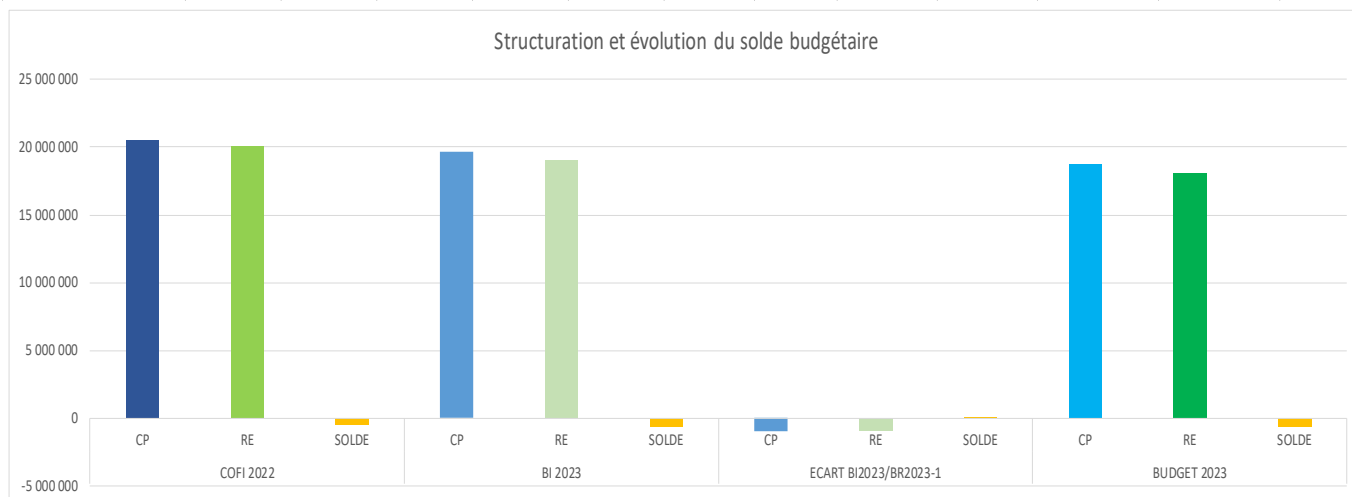


Les données du COFI sont consolidées. Les autres (BI et BR) sont des prévisions ou en cours d'exécution.

L'augmentation s'explique par la mise en œuvre de contrats avec des partenaires non institutionnels. Ces contrats n'avaient pu être intégrés lors du budget initial.

2.13. Le solde budgétaire

	COFI 2022			BI 2023			ECART BI2023/BR2023-1			BUDGET 2023		
	CP	RE	SOLDE	CP	RE	SOLDE	CP	RE	SOLDE	CP	RE	SOLDE
SOLDE BUDGETAIRE	20 504 302	20 072 043	-432 259	19 650 572	18 997 169	-653 403	-933 314	-882 149	51 166	18 717 258	18 115 021	-602 237

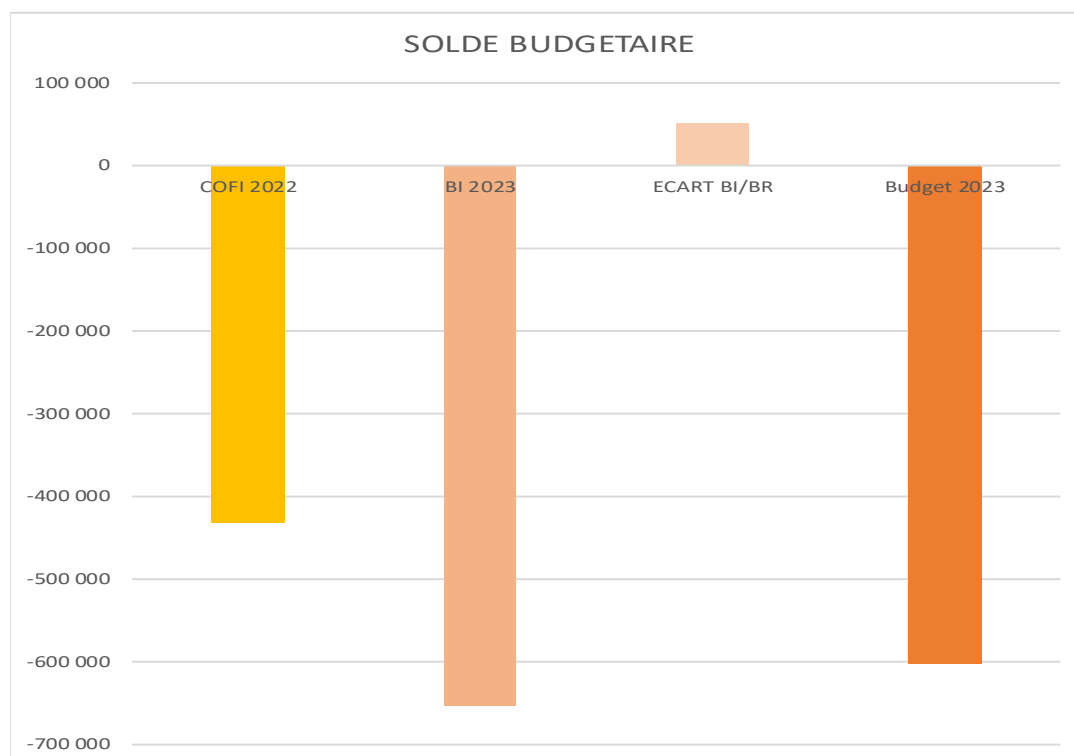


Les données du COFI sont consolidées. Les autres (BI et BR) sont des prévisions ou en cours d'exécution.

Le solde budgétaire correspond à la différence entre les recettes encaissées (RE) et les crédits de paiement (CP) de l'exercice. Excédentaire ou déficitaire, il constitue un solde primaire de la variation de trésorerie. **Le solde budgétaire ne constitue pas le résultat de l'exercice.** Au titre de la prévision initiale, le solde budgétaire prévisionnel est déficitaire à hauteur de **602 K€**.

Le solde budgétaire est le point de sortie du tableau 2 des autorisations budgétaires et le point d'entrée du tableau budgétaire n° 4 d'équilibre financier.

	COFI 2022	BI 2023	ECART BI/BR	Budget 2023
SOLDE BUDGETAIRE	-432 259	-653 403	51 166	-602 237



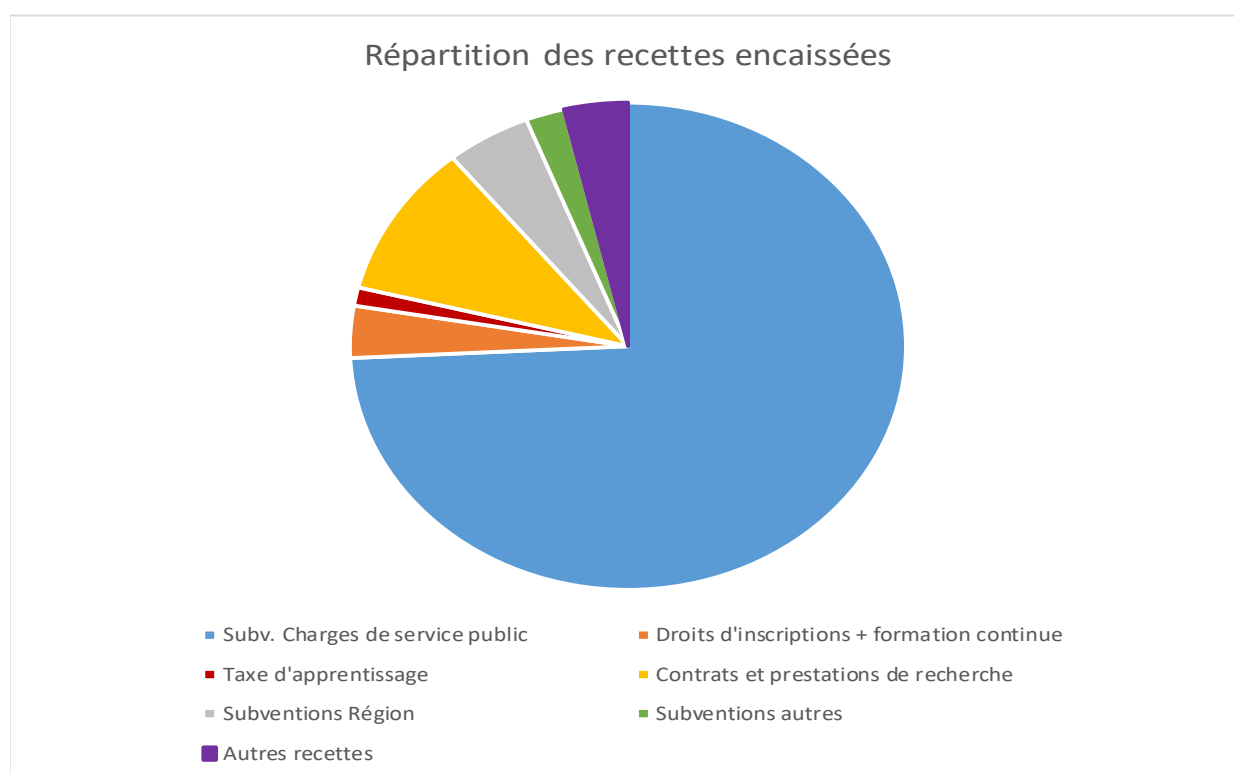
3. Le tableau budgétaire n°3 dépenses par destination et recettes par origine

Le tableau budgétaire n°3 retrace les dépenses par destination et les recettes par origine.

Le volet recettes par origine de ce tableau permet de ventiler les recettes encaissées du tableau 2 en fonction de l'origine des recettes.

Présentation graphique des recettes encaissées (RE) :

	RE	%
Subv. Charges de service public	13 447 807	74,24%
Droits d'inscriptions + formation continue	623 816	3,44%
Taxe d'apprentissage	220 000	1,21%
Contrats et prestations de recherche	1 850 205	10,21%
Subventions Région	891 873	4,92%
Subventions autres	410 000	2,26%
Autres recettes	671 320	3,71%
Total	18 115 021	100%



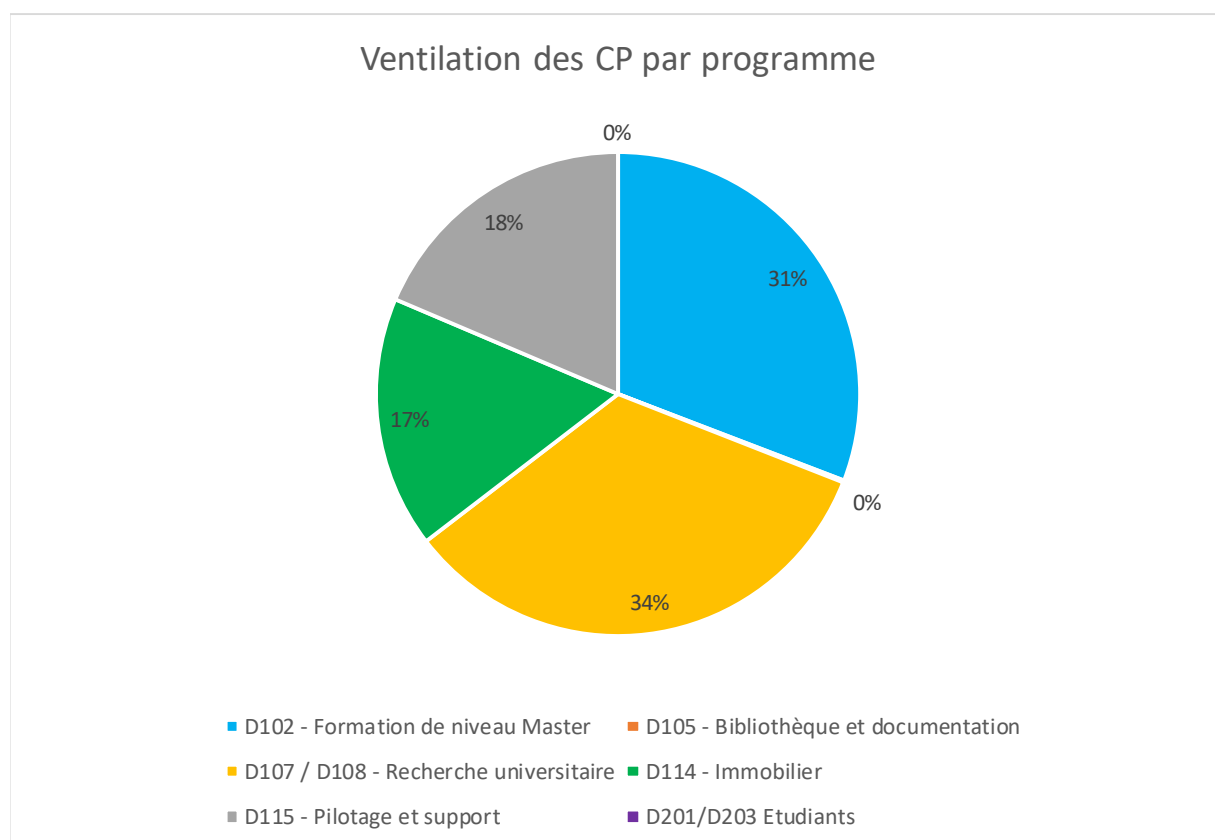
La ventilation des dépenses s'effectue selon le tableau 2 (par nature) et en fonction des budgets opérationnels de programmes (BOP) qui constituent, une partie de l'organisation budgétaire du ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation (MESRI).

Supmicrotech étant un opérateur de l'Etat, ces éléments permettent, par agrégat au niveau de l'Etat, de visualiser le périmètre complet des dépenses sur ces politiques publiques.

Ces tableaux n'appellent pas de commentaire particulier. Ils constituent une présentation alternative des données du tableau 2 des autorisations budgétaires.

Présentation graphique de la ventilation des crédits de paiement (CP)

	CP	%
D102 - Formation de niveau Master	5 767 587	30,81%
D105 - Bibliothèque et documentation	27 910	0,15%
D107 / D108 - Recherche universitaire	6 290 201	33,61%
D114 - Immobilier	3 149 228	16,83%
D115 - Pilotage et support	3 482 332	18,60%
D201/D203 Etudiants	0	0,00%
Total	18 717 258	100%



II. L'équilibre financier

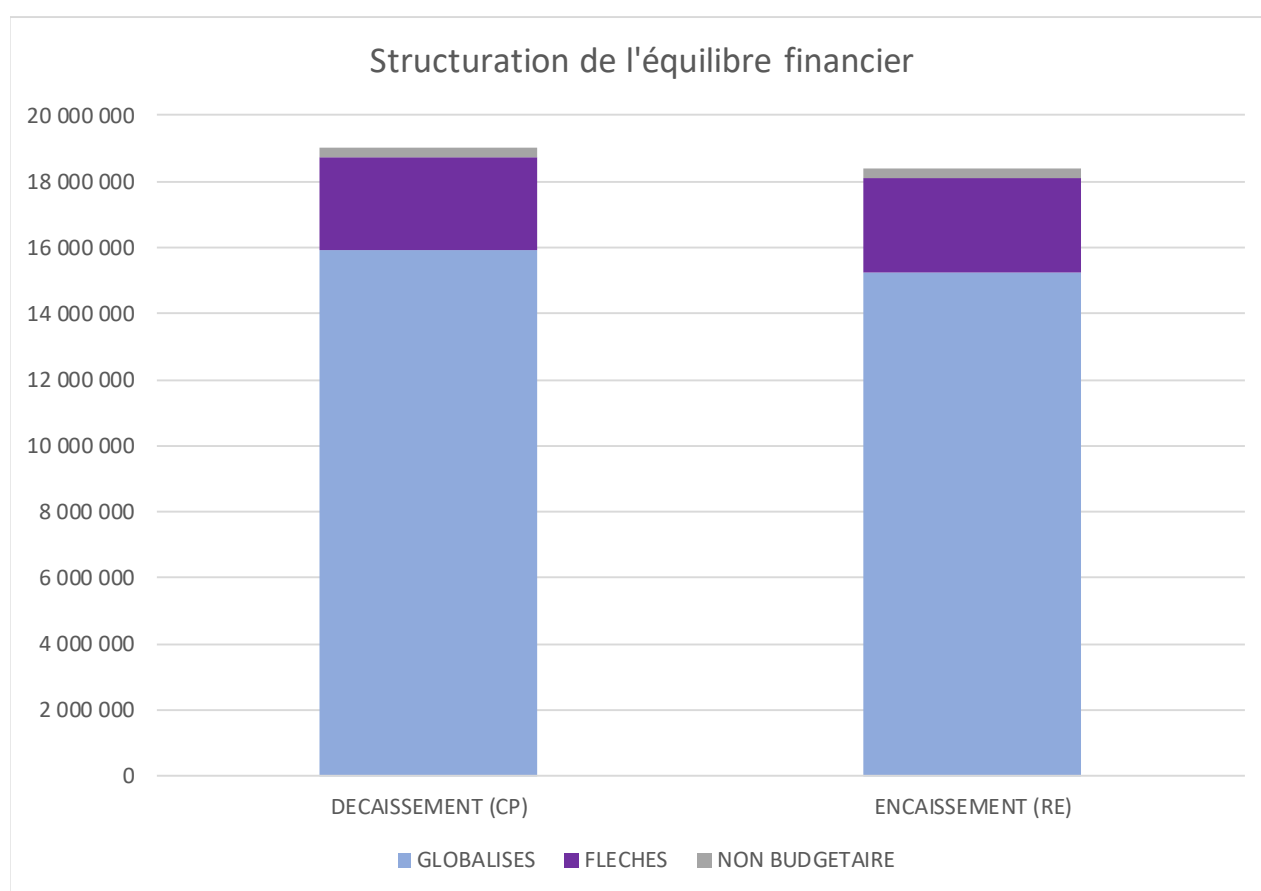
4. Tableau budgétaire n°4 Equilibre financier

Le tableau d'équilibre financier permet de comprendre les modalités de couverture des besoins en termes de type de trésorerie. Il donne une lecture de la trésorerie en logique de flux.

Le point d'entrée de ce tableau est constitué d'un déficit budgétaire de **613 K€ €**, constaté au tableau 2, qui signifie que les décaissements budgétaires au titre de l'exercice sont supérieurs aux encaissements d'origine budgétaire.

Le détail par type de flux est le suivant :

	DECAISSEMENT (CP)	ENCAISSEMENT (RE)	SOLDE
GLOBALISES	15 928 966	15 228 033	-700 933
FLECHES	2 788 291	2 886 988	98 697
NON BUDGETAIRE	292 107	281 180	-10 928
TOTAL	19 009 365	18 396 200	-613 165



Le solde déficitaire des opérations globalisées s'explique par la hausse des charges de fluides alors que les recettes globalisées ne connaissent pas une augmentation symétrique créant un « *effet ciseaux* ».

Le solde excédentaire des opérations fléchées est la conséquence des décalages de trésorerie des plans de relance, les dépenses ayant précédées le versement des avances et soldes de subvention.

5. Tableau n°5 Opérations pour le compte de tiers

Le tableau 5 des opérations pour le compte de tiers retrace les opérations non budgétaires exécutées pour le compte d'un tiers. A ce titre l'École assure essentiellement les opérations de gestion dont elle ne fixe pas l'ensemble des conditions d'opportunité.

Ces opérations, sans incidence budgétaire, ont un impact sur les flux de trésorerie (cf. tableau 7 – plan de trésorerie). Leurs volumes restent cependant marginaux.

Pour l'exercice 2023, **les prévisions en décaissements sont de 235 K€ et de 242 K€ encaissements**. Elles seront réévaluées lors des notifications des programmes de mobilités ou à la vue de leurs exécutions.

Les bourses de mobilités sortantes

Outre les aides à la mobilités internationales (AMI) versées par le ministère et déjà traitées selon ces modalités, les bourses des dispositifs Erasmus+, les bourses liées aux programmes UFA dans le cadre de la coopération franco-allemande et les bourses attribué par Grand Besançon Métropole sont gérés, depuis 2021, en opérations pour le compte de tiers.

Outre une plus grande agilité dans le versement et une optimisation du circuit financier, cette méthode améliore la sincérité budgétaire en réduisant les opérations pluriannuelles fléchées gérées au budget et sécurise les opérations de rattachement comptable en période de clôture.

La taxe sur la valeur ajoutée

Au titre du budget initial 2023, une prévision d'encaissement de 30K€ de crédit de TVA était inscrite au tableau. Eu égard à la structure des opérations et à leurs modes de financement, l'établissement apparait désormais débiteur auprès de l'Etat.

Il s'agit d'une inversion de flux qui s'établit à hauteur de 50 K€. L'impact porte essentiellement sur la trésorerie. Il y a désormais un enjeu de gestion des modalités de déduction de la TVA.

Observations complémentaires

Certaines opérations pour le compte de tiers non identifiées sont susceptibles d'intervenir notamment dans le cadre de contrats de recherche. Ainsi, certains contrats dont l'École est le porteur principal sont susceptibles de générer des reversements à d'autres partenaires sans qu'il y ait un impact budgétaire. En l'état, aucune information des départements n'est remontée.

III. Analyse de la soutenabilité du budget 2023

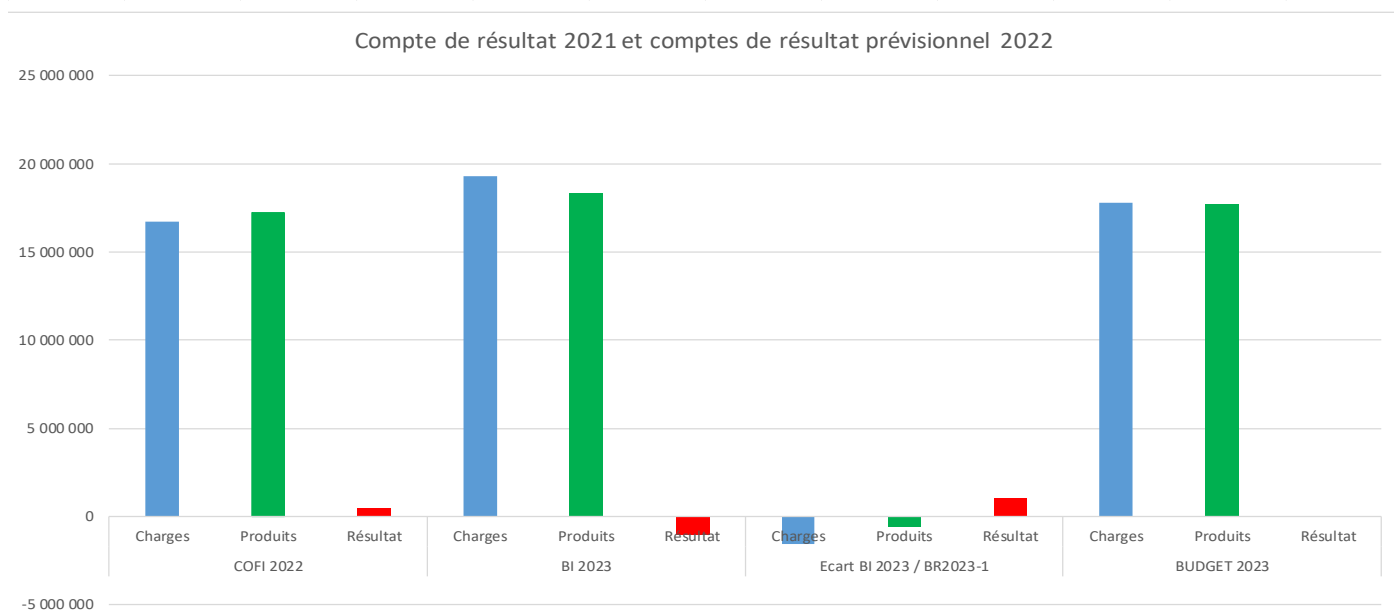
La soutenabilité budgétaire est la capacité pour l'Ecole d'honorer les engagements juridiques (bons de commandes, conventions, contrats) qu'elle a pris au titre des exercices antérieurs et qu'elle prendra en 2023.

De la capacité de l'Ecole à soutenir les engagements pris et à maîtriser les charges récurrentes dépend le dégagement de marges de manœuvre permettant la mise en place de nouveaux projets.

6. Tableau budgétaire n°6 Situation patrimoniale

3.1.1 Le compte de résultat prévisionnel

COFI 2022			BI 2023			Ecart BI 2023 / BR2023-1			BUDGET 2023		
Charges	Produits	Résultat	Charges	Produits	Résultat	Charges	Produits	Résultat	Charges	Produits	Résultat
16 717 255	17 206 153	488 898	19 315 151	18 290 591	-1 024 560	-1 531 970	-537 150	994 820	17 783 181	17 753 441	-29 740



Les données du COFI sont consolidées. Les autres (BI et BR) sont des prévisions ou en cours d'exécution.

Le tableau de situation patrimoniale permet de définir un résultat prévisionnel de l'exercice. Lors de l'élaboration du budget rectificatif le **résultat prévisionnel est un déficit de 29 K€**.

La réalisation effective de ce résultat est conditionnée par l'exécution intégrale de la prévision budgétaire et des hypothèses sous-jacentes.

La révision du déficit attendu s'explique principalement par le moindre impact des augmentations liées aux coûts de l'énergie et par l'augmentation de la SCSP.

Une demande d'autorisation a été faite à la rectrice de région académique, dans le cadre de sa mission de contrôle budgétaire, pour présenter le budget rectificatif 2023-1 en déficit.

3.1.2 La capacité d'autofinancement

Le calcul de la capacité d'autofinancement consiste à retrancher le résultat patrimonial prévisionnel d'opérations n'ayant pas d'impact en trésorerie, en l'espèce en le retranchant des dotations, des provisions, et des quotes-parts de financement versés au compte de résultat et des reprises de provisions. La projection à la fin de l'exercice 2023 est une capacité d'autofinancement de 410 K€. Cette évolution par rapport à la situation initialement envisagée s'explique par la réduction du déficit attendu.

3.1.3 Situation du fonds de roulement

Au vu des données précédentes, l'exercice budgétaire 2023 pourrait se traduire par un prélèvement sur le fonds de roulement de 489 K€, le fonds de roulement s'élevant alors à 3898 K€ à la fin de l'exercice 2023.

7. Tableau budgétaire n°7 plan de trésorerie

Le tableau de trésorerie doit permettre d'identifier les flux de trésorerie par nature et d'anticiper d'éventuelles difficultés (avec ou sans impact budgétaire).

Le travail pour affiner la maîtrise des cycles de décaissements et d'encaissements devra être poursuivi sur l'ensemble des services au-delà des seules opérations ayant un fort impact sur la trésorerie.

Le plan de trésorerie favorise le suivi mensuel des flux de décaissements et d'encaissements par nature et d'anticiper, le cas échéant, des risques de manque de disponibilités.

Par ailleurs, il permet d'identifier quel type de trésorerie couvre quel type de dépense (*cf. supra le tableau 4 d'équilibre financier*).

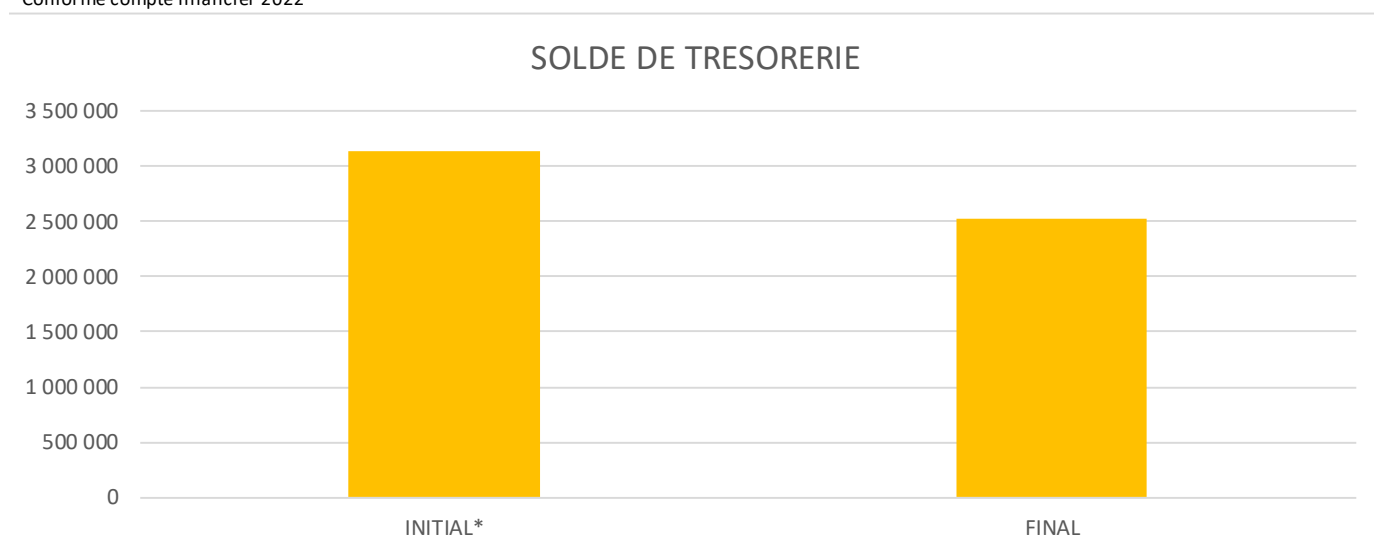
Le point d'entrée correspond au total de trésorerie disponible dans les comptes de classe 5 (compte de dépôts de fonds au trésor et caisse) tel qu'acté lors du compte financier ou lors du dernier budget adopté (budget initial ou rectifié). En l'état, il s'agit du compte financier 2022.

Le niveau de trésorerie attendu au 1^{er} janvier 2023 était de 2032 K€ euros (point de sortie attendu au budget rectificatif 2022-2). Eu égard, notamment au versement par l'Etat, en décembre 2022, de ressources au titre du plan de relance, le niveau de trésorerie constaté au compte financier 2022 était de 3140 K€.

Le travail de déprogrammation au titre des crédits 2023 projette un niveau de trésorerie finale de 2527 K€.

	INITIAL*	FINAL	VARIATION	
SOLDE DE TRESORERIE	3 140 544	2 527 379	-613 165	-19,52%

*Conforme compte financier 2022



8. Tableaux budgétaires n°8 les opérations fléchées, n°9 les opérations pluriannuelles et n°10

Les tableaux n° 8 des opérations fléchées et n°9 des opérations pluriannuelles permettent notamment d'apprécier la soutenabilité budgétaire de l'établissement dans une perspective pluriannuelle. Le tableau 10 permet d'agrèger dans une logique pluriannuelle les opérations fléchées et les opérations non fléchées comme le plan pluriannuel d'investissement (PPI). Ces tableaux appellent quelques observations générales.

Des données encore à consolider

Les données n'ont pu être révisées dans le cadre de la préparation du budget rectificatif 2023-1.

Des enjeux de pilotage de la trésorerie

Avec le passage au RCE, le pilotage de la trésorerie de l'École devient un enjeu crucial pour garantir notamment le paiement des salaires.

Les opérations fléchées ont par définition des cycles de trésorerie plus complexes compte tenu des modalités d'articulation du cycle « dépenses-avances-soldes » propre à chaque contrat ou financeur. L'École devra veiller à ne pas consentir d'avances de trésorerie trop importantes par des remontées intermédiaires régulières auprès des financeurs.

Eu égard à leurs volumes et leurs impacts potentiels, les plans de relance font déjà l'objet d'un suivi mensuel. La démarche se poursuivra dans le cadre du lancement des opérations liées au contrat de plan Etat-Région.

Annexes

ANNEXE 1

NOTES DE CADRAGE ENVOYÉES AUX SERVICES



Besançon, le 29 août 2023,

Destinataires

Les directeurs de département,
Les chefs de service,
Les porteurs et gestionnaires de contrats.

Objet : note de cadrage pour les BR23-1 et BI 2024 et le plan pluriannuel d'investissement.

PJ : Matrices budgétaires BR et BI24

Modèle de fiche projet et matrice pour le PPI

Le déroulement des dialogues de gestion et de performance

Les dialogues de gestion s'appuieront sur un échange autour de l'exécution budgétaire de votre service au 30 septembre. Ils permettront d'articuler le budget rectificatif 23-1 et le budget initial 2024 dans une logique de continuum de gestion. Les éléments transmis devront ainsi éclairer les arbitrages.

Les actions ou projets dont l'engagement n'est pas certain seront déprogrammés et prévus sur l'exercice 2024.

L'ensemble des documents devront être transmis pour le mardi 10 octobre 2023, délai de rigueur.

Les dialogues de gestion se dérouleront le vendredi 20 octobre 2023 (calendrier à venir).

Méthodologie de réévaluation des crédits pour le budget rectificatif 2023-1

Le décalage récurrent de certaines opérations de gestion ou liées à des projets doivent nous inciter à être vigilants sur la soutenabilité de l'activité pour les équipes et sur l'impact budgétaire de ces opérations.

Conformément à la GBCP, l'Ecole laisse la possibilité d'engager juridiquement (AE) jusqu'au 31 décembre. Nous devons être vigilants sur l'articulation entre les autorisations d'engagement et les crédits de paiement. Il apparaît peu probable que les opérations engagées fin novembre ou en décembre connaissent un dénouement financier avant la fin de l'exercice. Le paiement interviendra de manière certaine en janvier 2024. **Aussi une attention particulière sera portée sur les crédits de paiement (CP) et leurs déprogrammations.**

Les lignes directrices pour le budget 2024

Dans le cadre de notre accession aux responsabilités et compétences élargies (RCE), le renforcement de notre autonomie et le changement de dimension de notre budget doit se traduire par une amélioration significative de nos prévisions budgétaires.

La problématique de l'augmentation des charges de viabilisation a fortement pesé sur la construction du budget initial 2023. En l'état, des incertitudes demeurent sur l'impact des coûts de l'énergie en 2024. Il apparaît néanmoins probable que les impacts seront moindres qu'en 2023.

Cependant, dans un contexte de *ressources contraintes*, **nous devons pouvoir dégager des marges de manœuvres** afin d'allouer des ressources pour les projets en appui de la stratégie de l'Ecole (mise en place d'une politique Qualité, déploiement de la démarche DDRS, formation des personnels, etc). Cette démarche est confortée par les échanges avec la tutelle et les observations faites lors des derniers audits (HCERES notamment).

Aussi, les moyens courants des services (fonctionnement général, charges récurrentes, missions, etc.) qui seront soumis proposeront une diminution de 10% par rapport au crédits exécutés en 2022. Les dialogues de gestion et de performance permettront d'éclairer et d'ajuster les arbitrages.

La préparation budgétaire doit ainsi être l'occasion de réinterroger nos besoins, nos stratégies d'achat, et de nous inscrire dans une démarche pluriannuelle pour lisser nos charges.

Concernant les demandes liées à des projets, elles devront être étayées par des éléments financiers précis (devis par exemple) et un calendrier prévisionnel de mise en œuvre. Outre la soutenabilité financière, la soutenabilité humaine de l'activité doit pouvoir être évaluée afin de garantir la réussite des projets notamment pour ceux s'inscrivant dans une démarche interservices.

Des dialogues de gestion et de performance se dérouleront au printemps 2024 et seront l'occasion de réévaluer l'avancement des projets, les moyens alloués et d'accompagner des nouveaux besoins non identifiés en phase de budget initial.

Les travaux budgétaires sur le périmètre de la Recherche et des opérations fléchées pluriannuelles

Le pilotage financier des opérations pluriannuelles (contrats de recherche, plans de relance, CPER, opérations fléchées sur subventions, etc.) fait régulièrement l'objet d'observations de la part de la tutelle et des audits externes (IGESR, etc.). Le pilotage budgétaire et financier doit être optimisé pour garantir la maîtrise et la soutenabilité de ces opérations.

La mise en place d'Infinoe et l'utilisation du module « Opérations » induisent des modalités de fonctionnement différentes. La préparation budgétaire se déroulera selon les modalités habituelles dans une logique de revue de chaque contrat ou opération lors de séquences de travail échelonnées entre octobre et début novembre.

Les demandes de recrutement au titre des contrats de recherche pour l'exercice 2024 seront transmises pour **le 31 octobre 2023 au service des ressources humaines** pour permettre la budgétisation de la masse salariale.

Le plan pluriannuel d'investissement 2024-2028 (PPI)

Eu égard à l'augmentation des coûts de l'énergie en 2023 nous avons été contraints de déprogrammer la quasi-totalité des investissements prévus sur la tranche 2023 du PPI 2022-2026.

Pour des questions de soutenabilité financière, il n'apparaît pas possible de programmer en 2024, la tranche 2024 initialement prévue et les investissements non réalisés en 2023. Ainsi, le phasage des investissements doit être revu.

Les projets qui peuvent relever du plan pluriannuel d'investissement (2024-2028) sont ceux dont le montant est **supérieur à 15000€ TTC**. Pour les besoins inférieurs à 15000€, ils feront l'objet d'arbitrage annuel au sein des enveloppes d'investissement liées aux crédits d'enseignement ou aux services supports.

Il convient donc de renseigner une fiche par projet d'investissement demandé. La révision du PPI doit permettre de remettre à jour les données pour les projets déposés en 2022. Les fiches projets antérieurement transmises devront donc être mises à jour.

Conformément à une demande formulée par le Conseil d'Administration, il conviendra aussi de préciser comment l'investissement demandé contribue à la stratégie de l'Ecole.

Les documents seront transmis pour le 10 octobre 2023, délai de rigueur. Les projets nécessitant des travaux feront l'objet d'une évaluation par la direction du patrimoine.

Je sais pouvoir compter sur votre implication pour la bonne préparation des budgets et du plan pluriannuel d'investissement.

Le directeur



Pascal VAIRAC

A blue ink handwritten signature consisting of several loops and a long horizontal stroke.

2

ANNEXE 2 PROJET DE DELIBERATION

Vu les articles 175, 176, 177, 179 et 184 du décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,

Il est demandé aux membres du conseil d'administration de délibérer sur les propositions suivantes :

Article 1

Le conseil d'administration approuve les autorisations budgétaires suivantes :

- **124.10** ETPT sous plafond Etat et **11.04** ETPT hors plafond, soit un plafond global de **135.14** emplois (ETPT).

L'ouverture de **17 032 158** € en autorisations d'engagement (AE) dont :

11 844 061 € en personnel ;

3 671 721 € en fonctionnement ;

1 516 377 € en investissement.

L'ouverture de **18 717 258** € en crédits de paiement (CP) dont :

11 844 061 € en personnel ;

4 099 120 € en fonctionnement ;

2 774 076 € en investissement.

L'inscription des recettes encaissées s'établissant à **18 115 021** €, le solde budgétaire déficitaire s'élève à **602 237** €.

Article 2

Le conseil d'administration approuve les prévisions comptables suivantes :

613 164 € de variation négative de trésorerie sur l'exercice ;

29 739 € de résultat patrimonial déficitaire sur l'exercice ;

489 552 € de variation du fonds de roulement constituant un prélèvement.

Article 3

Le conseil d'administration approuve les tableaux suivants :

- tableau des emplois (tableau 1) ;
- tableau des autorisations budgétaires (tableau 2) ;
- tableau de l'équilibre financier (tableau 4) ;
- tableau de situation patrimoniale (tableau 6) ;
- tableau des opérations pluriannuelles (tableau 9)

TABLEAUX BUDGETAIRES

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DE MECANIQUE ET DES MICROTECHNIQUES

BUDGET RECTIFICATIF 2023-1

TABLEAU 1 DES EMPLOIS

Soumis au vote de l'organe délibérant

Catégories d'emplois		Nature des emplois		Emplois	Emplois	Variation	Emplois	Emplois	Variation	Emplois	Emplois	Variation	Emplois		
				sous	sous			BR 2023-1			sous			sous	BR 2023-1
				plafond	plafond		plafond	plafond		plafond	plafond		plafond		
				Etat	Etat		Etat	Etat		Etat	Etat		Etat		
				COFI	Etat		plafond	plafond		hors	plafond		sous		
				2022	BI 2023	BR 2023-1	Etat	Etat	BR 2023-1	plafond	Etat		plafond		
							Budget	Budget		Etat	Budget		Etat		
							2023	2023		2023	2023		2023		
							En ETPT	En ETPT		En ETPT	En ETPT		En ETPT		
Enseignants, enseignants-chercheurs, chercheurs	Permanents	Titulaires	58,78	62,34	- 1,36	60,98							60,98		
		CDI		-	-	-							-		
	Non permanents	CDD	3,00	2,00	0,50	2,50	-	3,33	- 1,58	1,75	3,00	5,33	- 1,08	4,25	
S/total EC				61,78	64,34	- 0,86	63,48	-	3,33	- 1,58	1,75	61,78	67,67	- 2,44	65,23
Elèves fonctionnaires stagiaires des ENS							-								-
BIATSS	Permanents	Titulaires	46,48	46,30	- 0,02	46,28							46,28		
		CDI	5,89	6,00	- 2,10	3,90							3,90		
	Non permanents	CDD	10,46	10,80	- 0,36	10,44	6,17	10,25		9,29	16,63	21,05	- 0,36	19,73	
S/total Biatss				62,83	63,10	- 2,48	60,62	6,17	10,25		9,29	69,00	73,35	- 2,48	69,91
Totaux				124,61	127,44	- 3,34	124,10	6,17	13,58	- 1,58	11,04	130,78	141,02	- 4,92	135,14
Plafond emplois fixé par l'Etat				133	133		133								

Note sur les modalités de renseignement du tableau

Ce tableau doit être annexé au budget de l'établissement et, en cas de modification, aux budgets rectificatifs. Les chiffres qu'il contient doivent être exprimés en équivalents temps plein travaillés. Seul est soumis au vote du conseil d'administration le plafond global des emplois (case annotée (4))

Le nombre total d'emplois sous plafond Etat (case annotée (3)) ne peut être supérieur au plafond des emplois Etat qui a été notifié à l'établissement et rappelé en case (5)

(c) le dernier budget rectificatif correspond au total du budget initial et de tous les budgets rectificatifs de l'exercice

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DE MECANIQUE ET DES MICROTECHNIQUES

BUDGET RECTIFICATIF 2023-1

TABLEAU 2 - AUTORISATIONS BUDGETAIRES

Soumis au vote de l'organe délibérant

Dépenses								
	COFI 2022		Budget initial 2023		Ecart BI/2023 - BR 23-1		BUDGET RECTIFIE 23-1	
	AE	CP					AE	CP
Personnel	11 149 698	11 149 698	12 066 092	12 066 092	- 222 031	- 222 031	11 844 061	11 844 061
<i>dont contributions employeur au CAS Pension</i>								
Fonctionnement et intervention	3 152 134	3 451 215	4 268 423	4 709 059	- 596 702	- 609 939	3 671 721	4 099 120
Investissement	2 469 323	5 903 389	1 595 203	2 875 421	- 78 826	- 101 345	1 516 377	2 774 076
TOTAL DES DÉPENSES	16 771 155	20 504 302	17 929 718	19 650 572	- 897 560	- 933 314	17 032 158	18 717 258
Solde budgétaire (excédent)						51 166		

COFI 2022	Budget initial 2023	Ecart BI 2023 - BR 23-1	BUDGET RECTIFIE 23-1	
14 565 867	15 320 181	- 92 149	15 228 033	Recettes globalisées
12 974 002	13 168 725	279 082	13 447 807	Subvention pour charges de service public
82 200	20 550	71 650	92 200	Autres financements de l'Etat
32 737	45 000	6 383	51 383	Fiscalité affectée
-	-	3 000	3 000	Autres financements publics
1 476 928	2 085 906	- 452 264	1 633 643	Recettes propres
5 506 176	3 676 988	- 790 000	2 886 988	Recettes fléchées **
3 074 235	1 583 800	- 790 000	793 800	Financements de l'Etat fléchés
2 124 677	1 591 873	- 700 000	891 873	Autres financements publics fléchés
307 264	501 315	700 000	1 201 315	Recettes propres fléchées
20 072 043	18 997 169	- 882 149	18 115 021	TOTAL DES RECETTES
432 259	653 403		602 237	Solde budgétaire (déficit)

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DE MECANIQUE ET DES MICROTECHNIQUES

BUDGET RECTIFICATIF 2023-1
TABLEAU 3 -Dépenses par destination et recettes par origine

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Tableau des dépenses par destination (obligatoire)

Budget	Dépenses de l'organisme							
	Personnel		Fonctionnement et intervention		Investissement		Total	
	AE = CP		AE	CP	AE	CP	AE	CP
Formation initiale et continue	11 844 061	11 844 061	3 671 721	4 099 120	1 516 377	2 774 076	17 032 158	18 717 258
D101 - Formation initiale et continue de niveau Licence							0	0
D102 - Formation initiale et continue de niveau Master	4 936 829	4 936 829	550 498	556 498	174 261	274 261	5 661 587	5 767 587
D103 - Formation initiale et continue de niveau Doctorat							0	0
D105 - Bibliothèques et documentation			17 600	27 910			17 600	27 910
D106 - Recherche universitaire en sciences de la vie, biotechnologie et santé							0	0
D107 - Recherche universitaire en mathématiques, sciences et techniques de l'information et de la communication, micro et nanotechnologies	2 233 984	2 233 984	540 765	513 577	188 062	287 812	2 962 811	3 035 373
D108 - Recherche universitaire en physique, chimie et sciences pour l'ingénieur	2 457 746	2 457 746	618 133	590 946	391 274	206 137	3 467 153	3 254 828
D109 - Recherche universitaire en physique nucléaire et des hautes énergies							0	0
D110 - Recherche universitaire en sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement							0	0
D111 - Recherche universitaire en sciences de l'homme et de la société							0	0
D112 - Recherche universitaire interdisciplinaire et transversale							0	0
D113 - Diffusion des savoirs et musées							0	0
D114 - Immobilier			965 374	1 411 059	728 518	1 738 169	1 693 892	3 149 228
D115 - Pilotage et support	2 215 502	2 215 502	979 351	999 131	34 262	267 698	3 229 114	3 482 332
Étudiants	0	0	0	0	0	0	0	0
D201 - Aides directes aux étudiants							0	0
D202 - Aides indirectes							0	0
D203 - Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives							0	0
Total	11 844 061	11 844 061	3 671 721	4 099 120	1 516 377	2 774 076	17 032 158	18 717 258

SOLDE BUDGETAIRE (excédent)	
-----------------------------	--

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DE MECANIQUE ET DES MICROTECHNIQUES

BUDGET RECTIFICATIF 2023-1 TABLEAU 3 -Dépenses par destination et recettes par origine

Tableau des recettes par origine (obligatoire) 2/2

Budget	Recettes de l'organisme								
	Recettes globalisées					Recettes fléchées			Total
	Subvention pour charges de service public	Autres financements de l'Etat	Fiscalité affectée	Autres financements publics	Recettes propres	Financements de l'Etat fléchés	Autres financements publics fléchés	Recettes propres fléchées	
Subvention pour charges de service public	13 447 807,00								13 447 807,00
Droits d'inscription	0,00	0,00	0,00	0,00	210 000,00	0,00	0,00	0,00	210 000,00
Formation continue, diplômes propres et VAE	0,00	0,00	0,00	0,00	413 816,00	0,00	0,00	0,00	413 816,00
Taxe d'apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	220 000,00	0,00	0,00	0,00	220 000,00
Contrats et prestations de recherche hors ANR	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 201 315,00	1 201 315,00
Valorisation	0,00	0,00	0,00	0,00	252 090,00	0,00	0,00	0,00	252 090,00
ANR investissements d'avenir	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
ANR hors investissements d'avenir	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	396 800,00	0,00	0,00	396 800,00
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Région	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	891 873,00	0,00	891 873,00
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Union Européenne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Autres	0,00	10 000,00	0,00	3 000,00	0,00	397 000,00	0,00	0,00	410 000,00
Fondations - fonds propres, réserves, dons et legs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres recettes	0,00	82 200,00	51 383,00	0,00	537 736,50		0,00	0,00	671 319,50
Total	13 447 807,00	92 200,00	51 383,00	3 000,00	1 633 642,50	793 800,00	891 873,00	1 201 315,00	18 115 020,50

SOLDE BUDGETAIRE (déficit)	602 237,18
----------------------------	-------------------

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DE MECANIQUE ET DES MICROTECHNIQUES

**BUDGET RECTIFICATIF 2023-1
TABLEAU 4 – EQUILIBRE FINANCIER**

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Besoins (utilisation des financements)					Financements (couverture des besoins)					
	COFI 2022	BUDGET 2023	ECART BI 23/ BR23-1	BUDGET RECTIFIE 23-1		BUDGET RECTIFIE 23-1	ECART BI 23/ BR23-1	BUDGET 2023	COFI 2022	
Solde budgétaire (déficit) *	432 259,00	653 403,00		602 237						Solde budgétaire (excédent) *
Remboursements d'emprunts (capital) ;										Nouveaux emprunts (capital) ;
Nouveaux prêts (capital) ;										Remboursements de prêts (capital) ;
Dépôts et cautionnements										Dépôts et cautionnements
Opérations au nom et pour le compte de tiers ** (décaissements de l'exercice)	194 514	243 800	-8 712	235 088	242 876	39 076	203 800	182 264	Opérations au nom et pour le compte de tiers ** (encaissements de l'exercice)	
Autres décaissements sur comptes de tiers (non budgétaires)	48 093	0	57 019	57 019	38 304	-1 696	40 000	28 473	Autres encaissements sur comptes de tiers	
Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (= D2+b1+c1+e1)	674 866	897 203	48 307	894 345	281 180	37 380	243 800	210 737	Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (=D1+b2+c2+e2)	
Variation de trésorerie					613 165		653 403	464 129	Variation de trésorerie	
dont Abondement de la trésorerie fléchée ***		676 485	-577 788	98 697				63 393	dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée ***	
dont Abondement sur la trésorerie non fléchée					711 861	-618 027	1 329 888	400 736	dont Prélèvement sur la trésorerie non fléchée	
TOTAL DES BESOINS	674 866	897 203	48 307	894 345	894 344	37 380	897 203	674 866	TOTAL DES FINANCEMENTS	

* Montant issu du tableau "Autorisations budgétaires" (tableau 2)

** Montants issus du tableau "Opérations pour compte de tiers" (tableau 5)

*** Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées" (tableau 8)

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DE MECANIQUE ET DES MICROTECHNIQUES

BUDGET RECTIFICATIF 2023-1

TABLEAU 5 – OPERATIONS POUR LE COMPTE DE TIERS

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Opérations ou regroupement d'opérations de même nature	Comptes	Libellé	COMPTE FINANCIER 2022		BUDGET INITIAL 2023		Variation BR 2023-1		BUDGET 2023	
			Prévisions de décaissements	Prévisions d'encaissements	Prévisions de décaissements	Prévisions d'encaissements			Prévisions de décaissements	Prévisions d'encaissements
	46781	Bourses Mobilité MESR	26 800,00	16 000,00	27 200,00	27 200,00	0,00	0,00	27 200,00	27 200,00
	46781	Bourses Mobilités GBM	21 600,00	21 600,00	21 600,00	21 600,00	2 400,00	2 400,00	24 000,00	24 000,00
	46781	Bourses Mobilité Erasmus 20-21	7 700,00				0,00	0,00		
	46781	Bourses Mobilité Erasmus 21-22	91 212,27				0,00	0,00		
	46781	Bourses Mobilité Erasmus 22-23	3 960,00	92 664,25	115 000,00		-43 180,00	0,00	71 820,00	
	46781	Bourses Mobilité Erasmus 23-24			35 000,00	120 000,00	-23 160,00	-40 860,00	11 840,00	79 140,00
	46781	Bourses UFA HSKA 20-21	1 500,00							
	46781	Bourses UFA HSKA 21-22	8 500,00	11 500,00			0,00	0,00		
	46781	Bourses UFA HSKA 22-23			12 500,00		0,00	16 169,00	12 500,00	16 169,00
	46781	Bourses UFA HSKA 23-24			12 500,00	25 000,00	0,00	-25 000,00	12 500,00	
	46781	Bourses UFA Ilmenau 20-21	4 000,00							
	46781	Bourses UFA Ilmenau 21-22	10 000,00	3 500,00			0,00	0,00		
	46781	Bourses UFA Ilmenau 22-23			10 000,00		0,00	0,00	10 000,00	
	46781	Bourses UFA Ilmenau 23-24			10 000,00	20 000,00	0,00	0,00	10 000,00	20 000,00
	46781	Transatlantic mobility			0,00	0,00	1 000,00	12 617,00	1 000,00	12 617,00
	46781	EU4M		7 000,00			3 600,00	63 750,00	3 600,00	63 750,00
		Reversement à des tiers (convention ou contrat)					0,00	0,00		
		Remboursement TVA	19 242,00	30 000,00	0,00	30 000,00	50 628,00	-30 000,00	50 628,00	0,00
		TOTAL	194 514,27	182 264,25	243 800,00	243 800,00	-8 712,00	-924,00	235 088,00	242 876,00

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DE MECANIQUE ET DES MICROTECHNIQUES

**BUDGET RECTIFICATIF 2023-1
TABLEAU 6 – SITUATION PATRIMONIALE**

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Compte de résultat prévisionnel

CHARGES	COFI 22	BI 2023	Ecart BI 23/BR23-1	Budget rectifié 23-1	PRODUITS	COFI 22	BI 2023	Ecart BI 23/BR23-1	Budget rectifié 23-1
Personnel	11 174 968,63	12 066 092,30	-222 031,20	11 844 061,10	Subventions de l'Etat	13 306 720,65	13 861 892,78	289 082,00	14 150 974,78
<i>dont charges de pensions civiles*</i>	3 403 468,92				Fiscalité affectée	32 736,77	45 000,00	6 383,00	51 383,00
Fonctionnement autre que les charges de personnel et intervention	5 542 286,13	7 249 058,61	-1 309 938,52	5 939 120,09	Autres subventions	288 148,16	126 801,19	3 000,00	129 801,19
					Autres produits	3 578 547,27	4 256 896,94	-835 614,50	3 421 282,44
TOTAL DES CHARGES (1)	16 717 254,76	19 315 150,91	-1 531 969,72	17 783 181,19	TOTAL DES PRODUITS (2)	17 206 152,85	18 290 590,91	-537 149,50	17 753 441,41
Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)	488 898,09				Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)		1 024 560,00		29 739,78
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	17 206 152,85	19 315 150,91	-1 531 969,72	17 783 181,19	TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	17 206 152,85	19 315 150,91	-537 149,50	17 783 181,19

* Il s'agit des sous catégories de comptes présentant les contributions employeur au CAS Pensions.

Calcul de la capacité d'autofinancement (CAF)

	COFI 22	BI 2023	Ecart BI 23/BR23-1	Budget rectifié 23-1
Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4))	488 898,09	-1 024 560,00	994 820,22	-29 739,78
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	1 893 811,93	2 540 000,00	-700 000,00	1 840 000,00
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	558 332,03			0,00
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés				0,00
- produits de cession d'éléments d'actifs				0,00
- quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice	1 400 168,48	1 550 000,00	-150 000,00	1 400 000,00
= CAF ou IAF*	424 209,51	-34 560,00	444 820,22	410 260,22

État prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits

EMPLOIS	COFI 22	BI 2023	Ecart BI 23/BR23-1	Budget rectifié 23-1	RESSOURCES	COFI 22	BI 2023	Ecart BI 23/BR23-1	Budget rectifié 23-1
Insuffisance d'autofinancement*		34 560,00			Capacité d'autofinancement*	424 210		444 820	410 260
Investissements	6 022 416,60	2 875 420,78	-101 344,60	2 774 076,18	Financement de l'actif par l'Etat	3 476 112	1 125 564		1 125 564
					Financement de l'actif par des tiers autres que l'Etat	2 309 450	362 712		362 712
					Autres ressources	769 717	385 987		385 987
Remboursement des dettes financières	0,00	0,00		0,00	Augmentation des dettes financières				0
TOTAL DES EMPLOIS (5)	6 022 416,60	2 909 980,78	-101 344,60	2 774 076,18	TOTAL DES RESSOURCES (6)	6 979 489	1 874 263	444 820	2 284 523
APPORT au FONDS DE ROULEMENT (7) = (6)-(5)	957 071,91		343 475,62		PRELEVEMENT sur FONDS DE ROULEMENT (8) = (6)-(9)		1 035 718		489 552,96

	COFI 22	BI 2023	Ecart BI 23/BR23-1	Budget rectifié 23-1
Variation Fonds de roulement	957 071,91	-1 035 717,78	546 164,82	-489 552,96
Variation Besoin en fonds de roulement	1 421 200,55	-382 315,45	505 927,26	123 611,81
Variation Trésorerie	-464 128,64	-653 402,55	40 237,78	-613 164,77
Niveau du fonds de roulement	4 388 191,36	2 132 307,62	1 766 330,78	3 898 638,40
Niveau du besoin en fonds de roulement	1 247 647,66	752 802,00	618 457,47	1 371 259,47
Niveau de trésorerie	3 140 543,70	1 379 505,62	1 147 873,31	2 527 378,93

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DE MECANIQUE ET DES MICROTECHNIQUES

**BUDGET RECTIFICATIF 2023-1
TABLEAU 7 – PLAN DE TRESORERIE**

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	Exécution	Exécution	Exécution	Exécution	Exécution	Exécution	Exécution	Exécution	Exécution	Exécution	Prévision	Prévision	Prévision
	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	TOTAL
(1) SOLDE INITIAL (début de mois)	3 140 543,70	5 540 960,43	4 509 984,02	2 625 267,46	4 655 145,27	3 522 225,29	2 350 920,37	5 703 630,04	5 081 714,81	4 030 002,68	4 614 563,69	3 556 720,04	
<i>dont placements</i>													
ENCAISSEMENTS													
A1. Recettes budgétaires globalisées	3 341 412,49	11 561,66	23 582,66	3 430 930,01	85 601,18	97 316,23	4 661 958,23	241 127,95	162 875,40	2 232 195,39	105 631,32	833 839,98	15 228 032,50
Subvention pour charges de service public	3 292 186,00	0,00	10 488,00	3 290 107,00	0,00	0,00	4 606 975,00	125 490,00	0,00	1 975 299,00	0,00	147 262,00	13 447 807,00
Autres financements de l'Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00	0,00	0,00	82 200,00	0,00	2 000,00	92 200,00
Fiscalité affectée	31 390,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 993,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	51 383,00
Autres financements publics	3 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
Recettes propres	14 836,49	11 561,66	13 094,66	140 823,01	85 601,18	97 316,23	26 990,23	115 637,95	162 875,40	174 696,39	105 631,32	684 577,98	1 633 642,50
A2. Recettes budgétaires fléchées	195 632,02	514 667,29	10 627,96	28 000,00	53 435,68	73 151,03	225 683,65	262 380,00	36 000,00	195 648,56	473 211,91	818 549,90	2 886 988,00
Financements de l'Etat fléchés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 300,00	64 200,00	0,00	0,00	7 000,00	173 020,00	539 280,00	793 800,00
Autres financements publics fléchés	10 991,90	513 267,29	10 627,96	-3 200,00	19 717,20	32 170,94	134 883,65	0,00	0,00	0,00	69 028,23	104 385,83	891 873,00
Recettes propres fléchées	184 640,12	1 400,00	0,00	31 200,00	33 718,48	30 680,09	26 600,00	262 380,00	36 000,00	188 648,56	231 163,68	174 884,07	1 201 315,00
A3. Opérations non budgétaires	24 000,00	68 550,00	-509,10	3 200,00	36 386,00	0,00	20 100,00	0,00	79 258,50	8 185,16	42 009,00	0,00	281 179,56
Nouveaux emprunts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations géré en compte de tiers (encaissements de l'exercice) hors TVA	24 000,00	68 550,00	0,00	0,00	36 386,00	0,00	10 800,00	0,00	79 140,00	0,00	24 000,00	0,00	242 876,00
TVA encaissée	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres encaissements sur comptes de tiers	0,00	0,00	-509,10	3 200,00	0,00	0,00	9 300,00	0,00	118,50	8 185,16	18 009,00	0,00	38 303,56
Retenues de garantie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A. TOTAL	3 561 044,51	594 778,95	33 701,52	3 462 130,01	175 422,86	170 467,26	4 907 741,88	503 507,95	278 133,90	2 436 029,11	620 852,23	1 652 389,88	18 396 200,06
DECAISSEMENTS													
B1. Enveloppes hors recettes fléchées	1 023 659,54	1 358 049,44	1 530 662,87	1 238 760,20	1 164 112,10	1 216 781,95	1 219 457,33	1 086 955,38	1 208 077,29	1 539 940,91	1 433 116,76	1 909 392,11	15 928 965,88
Personnel	881 760,99	910 437,03	920 063,75	891 158,21	915 235,55	925 799,30	951 694,35	937 921,39	948 297,59	933 673,76	1 109 423,00	1 149 423,57	11 474 888,49
Fonctionnement	101 657,71	428 967,49	318 639,12	295 263,05	222 367,98	233 493,92	197 757,91	143 413,29	238 401,66	327 095,33	304 664,73	636 500,29	3 448 222,48
Intervention	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissement	40 240,84	18 644,92	291 960,00	52 338,94	26 508,57	57 488,73	70 005,07	5 620,70	21 378,04	279 171,82	19 029,03	123 468,25	1 005 854,91
B2. Dépenses sur recettes fléchées	89 871,24	267 705,92	297 480,21	190 292,00	144 230,74	93 421,23	284 904,88	38 011,80	100 631,82	280 436,19	228 966,58	772 338,88	2 788 291,49
Personnel	32 599,13	25 432,60	44 891,20	35 824,54	32 052,25	28 228,80	24 667,53	19 233,74	18 724,24	27 330,11	40 094,23	40 094,24	369 172,61
Fonctionnement	8 463,35	59 127,34	56 440,40	19 494,23	9 007,39	24 131,47	25 124,52	13 820,08	50 805,38	16 926,37	131 551,21	236 005,87	650 897,61
Intervention	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Investissement	48 808,76	183 145,98	196 148,61	134 973,23	103 171,10	41 060,96	235 112,83	4 957,98	31 102,20	236 179,71	57 321,14	496 238,77	1 768 221,27
B3. Opérations non budgétaires	47 097,00	0,00	90 275,00	3 200,00	0,00	31 569,00	50 670,00	456,00	21 136,92	31 091,00	16 612,54	0,00	292 107,46
Remboursements d'emprunts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations gérées en compte de tiers (décaissements de l'exercice) hors TVA	1 000,00	0,00	76 775,00	0,00	0,00	16 000,00	42 270,00	0,00	6 695,00	30 920,00	10 800,00	0,00	184 460,00
TVA décaissée	46 097,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 069,00	0,00	456,00	934,00	0,00	1 072,00	0,00	50 628,00
Autres décaissements sur comptes de tiers	0,00	0,00	13 500,00	3 200,00	0,00	13 500,00	8 400,00	0,00	13 507,92	171,00	4 740,54	0,00	57 019,46
B. TOTAL	1 160 627,78	1 625 755,36	1 918 418,08	1 432 252,20	1 308 342,84	1 341 772,18	1 555 032,21	1 125 423,18	1 329 846,03	1 851 468,10	1 678 695,88	2 681 730,99	19 009 364,83
(2) SOLDE DU MOIS = A - B	2 400 416,73	-1 030 976,41	-1 884 716,56	2 029 877,81	-1 132 919,98	-1 171 304,92	3 352 709,67	-621 915,23	-1 051 712,13	584 561,01	-1 057 843,65	-1 029 341,11	-613 164,77
SOLDE CUMULE (1) + (2)	5 540 960,43	4 509 984,02	2 625 267,46	4 655 145,27	3 522 225,29	2 350 920,37	5 703 630,04	5 081 714,81	4 030 002,68	4 614 563,69	3 556 720,04	2 527 378,93	-613 164,77

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DE MECANIQUE ET DES MICROTECHNIQUES

BUDGET INITIAL 2023

TABLEAU 8 DES OPERATIONS LIEES AUX RECETTES FLECHEES

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Suivi des opérations liées aux recettes fléchées *

	Antérieures à N	2023	2024
Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice (a)			
Recettes fléchées (b)	6 613 474	3 676 988	6 843 286
Financements de l'État fléchés	3 367 187	1 583 800	2 081 734
Autres financements publics fléchés	2 423 640	1 591 873	3 969 232
Recettes propres fléchées	822 647	501 315	792 320
Dépenses sur recettes fléchées (c)	7 343 444	3 000 503	6 356 101
Personnel			
AE=CP	622 766	575 342	311 901
Fonctionnement			
AE	621 597	689 702	1 505 594
CP	610 192	650 898	1 556 594
Investissement			
AE	7 401 547	845 353	4 395 257
CP	6 110 486	1 774 263	4 487 606
Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées (b) - (c)	-729 970	676 485	487 185
			<i>X repris au tableau "Équilibre financier" en (a)</i>

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DE MECANIQUE ET DES MICROTECHNIQUES

BUDGET INITIAL 2023

Tableau 9 - EPSCP - Tableau des opérations pluriannuelles - (BI - BR)

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

A - Dépenses

Opérations				Montant de l'opération	Autorisations d'engagement					Crédits de paiement					Restes	
Code	Financier	Projet	Nature		AE ouvertes au titre des années antérieures	AE consommées au titre des années antérieures	AE reportées ou reprogrammées en année n	AE nouvelles ouvertes en année n	Total des AE ouvertes pour l'année n	CP ouverts au titre des années antérieures	CP consommés au titre des années antérieures	CP reportés ou reprogrammés en année n	CP nouveaux ouverts en année n	Total des CP ouverts pour l'année n	Restes à engager en fin d'année n (AE)	Restes à payer sur AE consommées en fin d'année n (CP)
				(1)	(2)	(3)	(4)=(2)-(3)	(5)	(6) = (4)+(5)	(7)	(8)	(9)=(7-8)	(10)	(11)=(9)+(10)	(12)=(1)-(3)-(6)	(13)=(3)+(6)-(8)-(11)
							-		-			-		-		-
RPF	ALSTOM	2023-0015 CATENAIRES	Fonctionnement	50 000,00	-	-	-	50 000,00	50 000,00	-	-	-	50 000,00	50 000,00	-	-
AFPF	CRBFC	2023-0014	Fonctionnement	180 702,00	-	-	-	25 000,00	25 000,00	-	-	-	25 000,00	25 000,00	155 702,00	-
FEF	RECTORAT	2023-0013	Fonctionnement	8 000,00	-	-	-	8 000,00	8 000,00	-	-	-	8 000,00	8 000,00	-	-
RPF	ASSOC CMQ	2023-0012	Fonctionnement	20 000,00	-	-	-	20 000,00	20 000,00	-	-	-	20 000,00	20 000,00	-	-
AFPF	CRBFC	2023-0011 TECHNILAB	Fonctionnement	47 250,00	-	-	-	47 250,00	47 250,00	-	-	-	47 250,00	47 250,00	-	-
AFPF	CRBFC	2023-0010 CMQ	Fonctionnement	15 000,00	-	-	-	15 000,00	15 000,00	-	-	-	15 000,00	15 000,00	-	-
RPF	IXBLUE	2023-0009 IXBLUE CIFRE	Fonctionnement	60 000,00	-	-	-	10 000,00	10 000,00	-	-	-	10 000,00	10 000,00	50 000,00	-
FEF	CEA	2023-0008 CEA CADARACHE	Fonctionnement	75 000,00	-	-	-	3 000,00	3 000,00	-	-	-	3 000,00	3 000,00	72 000,00	-
FEF	CEA	2023-0008 CEA CADARACHE	Masse salariale	100 000,00	-	-	-	13 000,00	13 000,00	-	-	-	13 000,00	13 000,00	87 000,00	-
RPF	FOND ENSMM	2023-0007 CBRA	Fonctionnement	5 000,00	-	-	-	5 000,00	5 000,00	-	-	-	5 000,00	5 000,00	-	-
FEF	DGE	2023-0006 NANO2025	Fonctionnement	650 000,00	-	-	-	30 000,00	30 000,00	-	-	-	30 000,00	30 000,00	620 000,00	-
FEF	DGE	2023-0006 NANO2025	Masse salariale	100 000,00	-	-	-	100 000,00	100 000,00	-	-	-	100 000,00	100 000,00	-	-
FEF	DGA	2023-0005 DGA HOMERIT	Fonctionnement	200 000,00	-	-	-	85 000,00	85 000,00	-	-	-	40 000,00	40 000,00	115 000,00	45 000,00
FEF	DGA	2023-0005 DGA HOMERIT	Masse salariale	100 000,00	-	-	-	100 000,00	100 000,00	-	-	-	100 000,00	100 000,00	-	-
RPF	BPI France	2023-0004 BPI FLAM2	Fonctionnement	279 600,00	-	-	-	10 000,00	10 000,00	-	-	-	9 000,00	9 000,00	269 600,00	1 000,00
RPF	BPI France	2023-0004 BPI FLAM2	Investissement	123 000,00	-	-	-	123 000,00	123 000,00	-	-	-	123 000,00	123 000,00	-	-
RPF	BPI France	2023-0004 BPI FLAM2	Masse salariale	78 000,00	-	-	-	78 000,00	78 000,00	-	-	-	78 000,00	78 000,00	-	-
RPF	DECATHLON	2023-0003 DECATHLON	Fonctionnement	2 050,00	-	-	-	2 050,00	2 050,00	-	-	-	2 050,00	2 050,00	-	-
RPF	DECATHLON	2023-0003 DECATHLON	Masse salariale	27 000,00	-	-	-	27 000,00	27 000,00	-	-	-	27 000,00	27 000,00	-	-
RPF	EPSA	2023-0002 SHAPED HOLES	Fonctionnement	6 640,00	-	-	-	6 640,00	6 640,00	-	-	-	6 640,00	6 640,00	-	-
FEF	ANR	2023-0001 ANR CPJ	Fonctionnement	80 000,00	-	-	-	10 000,00	10 000,00	-	-	-	10 000,00	10 000,00	70 000,00	-
FEF	ANR	2023-0001 ANR CPJ	Masse salariale	120 000,00	-	-	-	73 000,00	73 000,00	-	-	-	73 000,00	73 000,00	47 000,00	-
FEF	RECTORAT	2022-0040	Fonctionnement	2 000,00	2 000,00	-	2 000,00		2 000,00	2 000,00	-	2 000,00	-	2 000,00	-	-
FEF	RECTORAT	2022-0039	Fonctionnement	3 000,00	3 000,00	-	3 000,00		3 000,00	3 000,00	-	3 000,00	-	3 000,00	-	-
RPF	SAFRAN	2022-0038 SAFRAN PROJET EDM	Fonctionnement	114 400,00	-	0,00 €	-	50 000,00	50 000,00	-	-	-	45 000,00 €	45 000,00	64 400,00	5 000,00
RPF	SAFRAN	2022-0038 SAFRAN PROJET EDM	Investissement	20 000,00	-	0,00 €	-	20 000,00	20 000,00	-	-	-	18 000,00 €	18 000,00	-	2 000,00

RPF	SAFRAN	2022-0038 SAFRAN PROJET EDM	Masse salariale	60 000,00	2 413,74	2 413,74 €	-	19 309,91	19 309,91	2 413,74	2 413,74	-	19 309,91 €	19 309,91	38 276,35	-
FEF	AGENCE INNOVATION DEFENSE	2022-0037 AID PROJET EDM	Masse salariale	60 000,00	2 413,74	2 413,74	-	19 309,91	19 309,91	2 413,74	2 413,74	-	19 309,91	19 309,91	38 276,35	-
FEF	ANR	2022-0036 PPRD	Masse salariale	20 121,06	2 536,56	2 536,56	-	17 584,50	17 584,50	2 536,56	2 536,56	-	17 584,50	17 584,50	-	-
FEF	ANR	2022-0036 PPRD	Fonctionnement	1 878,94	-	-	-	1 878,94	1 878,94	-	-	-	1 878,94	1 878,94	-	-
AFPF	CRBFC	2022-0035 ANALYSEUR MECANIQUE	Investissement	55 000,00	55 000,00	55 000,00	-	-	-	-	-	-	55 000,00	55 000,00	-	-
RPF	UBFC	2022-0034 OSCILLATOR	Fonctionnement	30 000,00	30 000,00	15 961,76	14 038,24	-	14 038,24	30 000,00	15 961,76	14 038,24	-	14 038,24	-	-
RPF	UBFC	2022-0034 OSCILLATOR	Investissement	184 848,56	184 848,56	-	184 848,56	-	184 848,56	100 000,00	-	100 000,00	-	100 000,00	-	84 848,56
RPF	FRECNSYS	2022-0029	Masse salariale	13 200,00	13 200,00	-	13 200,00	-	13 200,00	13 200,00	-	13 200,00	-	13 200,00	-	-
FEF	LNE	2022-0027	Fonctionnement	12 000,00	2 040,00	2 040,00	-	9 960,00	9 960,00	2 040,00	2 040,00	-	9 960,00	9 960,00	-	-
RPF	IXBLUE	2022-0025 CIFRE	Fonctionnement	15 000,00	6 000,00	6 000,00	-	6 450,00	6 450,00	6 000,00	6 000,00	-	6 450,00	6 450,00	2 550,00	-
AFPF	CRBFC	2022-0024 MOBILITE SORTANTE	Fonctionnement	25 900,00	-	-	-	25 900,00	25 900,00	-	-	-	25 900,00	25 900,00	-	-
AFPF	ENSAD PSL	2022-0020 ENSAD PSL	Fonctionnement	10 000,00	10 000,00	2 459,38	7 540,62	-	7 540,62	10 000,00	2 459,38	7 540,62	-	7 540,62	-	-
AFPF	PARIS SACLAY	2022-0019 HBAR	Fonctionnement	3 000,00	3 000,00	-	3 000,00	-	3 000,00	3 000,00	-	3 000,00	-	3 000,00	-	-
RPF	FEMTO	2022-0018 OXCO	Fonctionnement	3 340,48	3 340,48	-	3 340,48	-	3 340,48	3 340,48	-	3 340,48	-	3 340,48	-	-
RPF	FEMTO	2022-0018 OXCO	Masse salariale	19 359,52	19 359,52	19 359,52	-	-	-	19 359,52	19 359,52	-	-	-	-	-
FEF	ANR	2022-0016 PPRD	Masse salariale	140 000,00	48 893,76	48 893,76	-	49 800,00	49 800,00	48 893,76	48 893,76	-	49 800,00	49 800,00	41 306,24	-
FEF	ANR	2022-0016 PPRD	Fonctionnement	30 000,00	17 000,00	17 000,00	-	13 000,00	13 000,00	17 000,00	17 000,00	-	13 000,00	13 000,00	-	-
FEF	ANR	2022-0015 PPRD	Masse salariale	48 000,00	10 416,25	10 416,25	-	30 337,98	30 337,98	10 416,25	10 416,25	-	30 337,98	30 337,98	7 245,77	-
FEF	ANR	2022-0015 PPRD	Fonctionnement	15 000,00	-	-	-	15 000,00	15 000,00	-	-	-	15 000,00	15 000,00	-	-
RPF	PSA	2022-0008 CIFRE PSA J. TAHKCHI	Fonctionnement	25 000,00	5 000,00	5 000,00	-	8 000,00	8 000,00	5 000,00	5 000,00	-	8 000,00	8 000,00	12 000,00	-
RPF	PSA	2022-0008 CIFRE PSA J. TAHKCHI	Investissement	5 000,00	5 000,00	-	5 000,00	-	5 000,00	5 000,00	-	5 000,00	-	5 000,00	-	-
RPF	AMAROB	2022-0007	Fonctionnement	5 000,00	500,00	500,00	-	500,00	500,00	500,00	500,00	-	500,00	500,00	4 000,00	-
RPF	PERCIPIO ROBOTICS	2022-0005	Fonctionnement	23 000,00	5 000,00	5 000,00	-	18 000,00	18 000,00	5 000,00	5 000,00	-	18 000,00	18 000,00	-	-
RPF	PERCIPIO ROBOTICS	2022-0005	Investissement	11 000,00	5 000,00	1 000,00	4 000,00	6 000,00	10 000,00	5 000,00	1 000,00	4 000,00	6 000,00	10 000,00	-	-
RPF	PERCIPIO ROBOTICS	2022-0005	Masse salariale	116 000,00	15 203,78	15 203,78	-	48 000,00	48 000,00	15 203,78	15 203,78	-	48 000,00	48 000,00	52 796,22	-
RPF	EZUS	2022-0004 EZUS	Fonctionnement	3 652,97	3 122,20	-	3 122,20	-	3 122,20	3 122,20	-	3 122,20	-	3 122,20	530,77	-
RPF	EZUS	2021-0012	Fonctionnement	5 233,00	4 606,00	-	4 606,00	-	4 606,00	4 606,00	-	4 606,00	-	4 606,00	627,00	-
FEF	CEA	2021-0009	Fonctionnement	28 414,48	23 333,53	23 333,53	-	5 080,95	5 080,95	23 333,53	23 333,53	-	5 080,95	5 080,95	-	-
FEF	CEA	2021-0009	Investissement	3 000,00	3 000,00	500,00	1 949,40	550,60	2 500,00	3 000,00	500,00	1 949,40	550,60	2 500,00	-	-
FEF	CEA	2021-0009	Masse salariale	31 015,52	31 015,52	31 015,52	-	-	-	31 015,52	31 015,52	-	-	-	-	-
AFPF	CRBFC	2021-0004 SUITABLE	Investissement	79 635,00	79 635,00	42 879,00	36 756,00	-	36 756,00	79 635,00	42 879,00	36 756,00	-	36 756,00	-	-
RPF	SAFRAN	2021-0001 CIFRE	Fonctionnement	45 000,00	7 000,00	7 000,00	-	10 000,00	10 000,00	7 000,00	7 000,00	-	10 000,00	10 000,00	28 000,00	-
RPF	SAFRAN	2021-0001 CIFRE	Investissement	15 000,00	5 000,00	5 000,00	5 000,00	5 000,00	10 000,00	4 000,00	-	4 000,00	5 500,00	9 500,00	-	5 500,00
RPF	TAG HEUER	FLE-MIF-TAGHEUER-21-02	Investissement	27 144,00	23 886,72	7 899,49	15 987,23	-	15 987,23	23 886,72	7 899,49	15 987,23	-	15 987,23	3 257,28	-
AFPF	CRBFC	2020-0025 FEDER TOOLEXP	Fonctionnement	24 792,15	24 792,15	24 792,15	-	-	-	24 792,15	24 792,15	-	-	-	-	-
AFPF	CRBFC	2020-0025 FEDER TOOLEXP	Investissement	60 040,36	60 040,36	60 040,36	-	-	-	60 040,36	60 040,36	-	-	-	-	-
AFPF	CRBFC	2020-0025 FEDER TOOLEXP	Masse salariale	90 090,79	90 090,79	90 090,79	-	-	-	90 090,79	90 090,79	-	-	-	-	-
RPF	FRECNSYS	FLE-2020-0023	Fonctionnement	60 000,00	24 317,55	24 317,55	-	32 000,00	32 000,00	24 317,55	24 317,55	-	32 000,00	32 000,00	3 682,45	-
RPF	CNES	2020-0020 CNES	Fonctionnement	20 000,00	17 600,00	-	17 600,00	-	17 600,00	17 600,00	-	17 600,00	-	17 600,00	2 400,00	-
RPF	EZUS	2020-0019 EZUS	Fonctionnement	10 833,00	9 533,04	-	9 533,04	-	9 533,04	9 533,04	-	9 533,04	-	9 533,04	1 299,96	-

FEF	LNE	2020-0017 LNE	Fonctionnement	15 000,00	-	-	-	12 000,00	12 000,00	-	-	-	12 000,00	12 000,00	3 000,00	-
AFFP	CRBFC	FLE-2020-0007 NANOFOLDING	Investissement	111 280,00	111 280,00	32 411,72	78 868,28	-	78 868,28	111 280,00	32 411,72	78 868,28	-	78 868,28	-	-
AFFP	CRBFC	FLE-2020-0006 NANOFOLDING	Fonctionnement	20 000,00	20 000,00	19 044,72	-	955,28	955,28	20 000,00	19 044,72	-	955,28	955,28	0,00	0,00
RPF	SCHLUMBERGER	FLE-2020-0005	Fonctionnement	50 400,00	18 828,30	18 828,30	-	15 000,00	15 000,00	18 828,30	18 828,30	-	15 000,00	15 000,00	16 571,70	-
RPF	FIVE CORTEX	FLE-2020-0002	Fonctionnement	28 600,00	14 000,00	14 000,00	-	10 000,00	10 000,00	14 000,00	14 000,00	-	10 000,00	10 000,00	4 600,00	-
RPF	FIVE CORTEX	FLE-2020-0002	Investissement	5 000,00	5 000,00	5 000,00	-	-	-	5 000,00	5 000,00	-	-	-	-	-
FEF	DGE	FLE-2019-0009 ELISEO	Fonctionnement	139 972,18	133 233,09	73 233,09	60 000,00	-	60 000,00	133 233,09	73 233,09	60 000,00	-	60 000,00	6 739,09	-
FEF	DGE	FLE-2019-0009 ELISEO	Investissement	22 676,58	22 676,58	22 676,58	-	-	-	22 676,58	22 676,58	-	-	-	-	-
FEF	DGE	FLE-2019-0009 ELISEO	Masse salariale	115 551,18	115 551,18	115 551,18	-	-	-	115 551,18	115 551,18	-	-	-	-	-
RPF	UGE	FLE-2019-0001	Fonctionnement	22 000,00	12 853,15	12 853,15	-	6 255,85	6 255,85	12 853,15	12 853,15	-	6 255,85	6 255,85	2 891,00	-
RPF	UGE	FLE-2019-0001	Investissement	2 000,00	2 000,00	2 000,00	-	-	-	2 000,00	2 000,00	-	-	-	-	-
Total contrats de recherche				4 434 621,77	1 313 561,55	843 665,62	473 390,05	1 296 813,92	1 770 203,97	1 172 712,99	783 665,62	387 541,49	1 299 313,92	1 686 855,41	1 820 752,18	143 348,56
0		OP 1							0,00							
		OP 2							0,00							
Total contrats de formation Continue				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
		OP 1							0,00							
		OP 2							0,00							
Total contrats d'enseignement				0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FEF	ETAT	CPER 22-27 REHABILITATION THERMIQUE	Investissement	832 000,00	0,00	0,00	-	120 000,00	120 000,00	0,00	0,00	-	120 000,00	120 000	712 000	-
AFFP	CRBFC	CPER 22-27 CONSTRUCTION EXTENSION	Investissement	2 600 000,00	0,00	0,00	-	0,00	0,00	0,00	0,00	-	0,00	-	2 600 000	-
AFFP	GBM	CPER 22-27 CONSTRUCTION EXTENSION	Investissement	1 200 000,00	0,00	0,00	-	120 000,00	120 000,00	0,00	0,00	-	120 000,00	120 000	1 080 000	-
FEF	ETAT	PDR PLAN DE RELANCE ETAT	Investissement	3 090 000,00	3 090 000,00	2 971 606,71	118 393	0,00	118 393,29	2 084 435,97	2 084 435,97	-	1 005 564,03	1 005 564	-	-
AFFP	CRBFC	PAIR PLAN RELANCE REGION	Investissement	2 400 000,00	2 400 000,00	2 400 000,00	-	0,00	0,00	2 364 312,76	2 364 312,76	-	35 687,24	35 687	-	0
AFFP	CRBFC	FLE-2021-0002	Fonctionnement	12 805,00	12 805,00	12 805,00	-	0,00	0,00	-	-	-	12 695,91	12 696	-	109
AFFP	CRBFC	FLE-2021-0002	Investissement	30 000,00	30 000,00	30 000,00	-	0,00	0,00	-	-	-	30 000,00	30 000	-	-
AFFP	CRB	FLE-2021-0003	Investissement	6 400,00	6 400,00	6 400,00	-	0,00	0,00	0,00	0,00	-	6 400,00	6 400	-	-
									0,00					-	-	-
									0,00					-	-	-
									0,00					-	-	-
Total programmes pluriannuels d'investissement				10 171 205,00	5 539 205	5 420 812	118 393	240 000	358 393	4 448 749	4 448 749	0	1 330 347	1 330 347	4 392 000	109
Total				14 605 826,77	6 852 767	6 264 477	591 783	1 536 814	2 128 597	5 621 462	5 232 414	387 541	2 629 661	3 017 203	6 212 752	143 458

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DE MECANIQUE ET DES MICROTECHNIQUES
BUDGET INITIAL 2023

Tableau 10 - Tableau détaillé des opérations pluriannuelles et programmation (BI - BR)

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Suivi par opération (ou par regroupement d'opérations) des autorisations d'engagement, des crédits de paiement et des recettes

A - Prévision d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement

Opération	Nature	Prévision pluriannuelle Coût total de l'opération (1)	Prévision N (BI + BR)									Prévision N+1 et suivantes					
			AE ouvertes les années antérieures à N (2)	AE consommées les années antérieures à N (3)	AE reprogrammées ou reportées en N* (4) <= (2) - (3)	AE nouvelles ouvertes en N (5)	TOTAL des AE ouvertes en N (6) = (4) + (5)	CP ouverts les années antérieures à N (7)	CP consommés les années antérieures à N (8)	CP reprogrammés ou reportés en N* (9) <= (7) - (8)	CP nouveaux ouverts en N (10)	TOTAL des CP ouverts en N (11) = (9) + (10)	AE prévues en N+1 (12)	CP prévus en N+1 (13)	AE prévues en N+2 (14)	CP prévus en N+2 (15)	AE prévues > N+2 (16)
Dépenses d'investissement (PPI)	PLAN DE RELANCE DE L'ETAT	3 090 000	3 090 000	2 971 606,71	118 393	-	118 393	3 090 000	2 084 436	1 005 564		1 005 564	0	-			
	PLAN D'ACCELERATION DE L'INVESTISSEMENT REGIONAL	2 400 000	2 400 000	-	-	-	2 400 000	2 364 313	35 687		35 687	-	0				
	CPER 2022-2027 REHABILITATION THERMIQUE ATELIER	832 000	-	-	120 000	120 000	-	-	-	120 000	120 000	712 000	712 000				
	CPER 2022-2027 EXTENSION DES LOCAUX	3 800 000	-	-	120 000	120 000	-	-	-	120 000	120 000	3 680 000	3 680 000				
	REMPLACEMENT DES ECLAIRAGES	300 000	-	-	300 000	300 000	-	-	-	300 000	300 000	-	-				
Total Dépenses d'investissement.1		10 422 000	5 490 000	5 371 607	118 393	540 000	658 393	5 490 000	4 448 749	1 041 251	540 000	1 581 251					
Contrats de recherche	Personnel					-											
	Fonctionnement et intervention					-											
	Investissement					-											
Total contrats de recherche.2		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-					
Contrats de formation continue	Personnel					-											
	Fonctionnement et intervention					-											
	Investissement					-											
Total contrats de formation continue.3		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-					
Contrats d'enseignement	Personnel					-											
	Fonctionnement et intervention					-											
	Investissement					-											
Total contrats d'enseignement.4		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-					
TOTAL	Ss total personnel		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-					
	Ss total fonctionnement et intervention		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-					
	Ss total investissement		5 490 000	5 371 607	118 393	540 000	658 393	5 490 000	4 448 749	1 041 251	540 000	1 581 251	4 392 000	4 392 000			
TOTAL		10 422 000	5 490 000	5 371 607	118 393	540 000	658 393	5 490 000	4 448 749	1 041 251	540 000	1 581 251					

A l'occasion du budget initial N, cette colonne enregistre les reprogrammations en AE ou en CP de N-1 sur N. Lors du premier budget rectificatif N, le cas échéant présenté avec le compte financier N-1, cette colonne enregistre les éventuels reports en AE et en CP.

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DE MECANIQUE ET DES MICROTECHNIQUES

BUDGET INITIAL 2023

Tableau 10 - Tableau détaillé des opérations pluriannuelles et programmation (BI - BR)

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

B - Prévisions de recettes

Opération	Nature	Prévision	Prévision N		Prévisions en N+1 et suivantes		
		Financement de l'opération (18)	Encaissements des années antérieures à N (19)	Encaissement prévus en N (20)	Encaissements prévus en N+1 (21)	Encaissements prévus en N+2 (22)	Encaissements prévus > N+2 (23)
Dépenses d'investissement	Financement de l'Etat*	3 922 000	2 300 000	1 040 000	582 000		
	Autres financements publics**	6 890 000	1 280 000	1 120 000	4 490 000		
Total PPI.1		10 812 000,00	3 580 000,00	2 160 000,00	5 072 000,00		
Contrats de recherche	Financement de l'Etat*						
	Autres financements publics**						
	Autres financements***						
Total contrat de recherche.2		0	0	0,00	0		
Contrat de formation continue	Financement de l'Etat*						
	Autres financements publics**						
	Autres financements***						
Total contrat de formation continue.3							
Contrat d'enseignement	Financement de l'Etat*						
	Autres financements publics**						
	Autres financements***						
Total contrat enseignement.4							
Ss total financement de l'Etat							
Ss total autres financements publics							
Ss total autres financements							
TOTAL		10 812 000	3 580 000	2 160 000	5 072 000		

* Subvention pour charges de service public, autres financements de l'Etat, fiscalité affectée, financement de l'Etat fléchés

** Autres financements publics (globalisés ou fléchés)

*** Recettes propres et recettes propres fléchés

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DE MECANIQUE ET DES MICROTECHNIQUES

BUDGET INITIAL 2023

TABLEAU 11 RETRACANT LES MOYENS DES UNITES MIXTES DE RECHERCHE

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DELIBERANT

		ENSMM		CNRS		UFC		UTBM		AUTRES	
UMR 6174 Institut FEMTO-ST	Personnel	53,93	Emplois		Emplois		Emplois		Emplois		Emplois
	Fonctionnement	113 000,00									
	Investissement	15 000,00									
UMS 3245 OSU THETA	Personnel	0	Emplois		Emplois		Emplois		Emplois		Emplois
	Fonctionnement	9 000,00									
	Investissement										

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DE MECANIQUE ET DES MICROTECHNIQUES

BUDGET RECTIFICATIF 2023-1

SYNTHESE BUDGETAIRE ET COMPTABLE

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Stocks initiaux	1	Niveau initial de restes à payer		3 339 721,00	
	2	Niveau initial du fonds de roulement		4 388 191,36	
	3	Niveau initial du besoin en fonds de roulement		1 247 647,66	
	4	Niveau initial de la trésorerie		3 140 543,70	
	4.a	dont niveau initial de la trésorerie fléchée			
4.b	dont niveau initial de la trésorerie non fléchée		3 140 543,70		
Flux de l'année	5	Autorisations d'engagement		17 032 158,41	
	6	Résultat patrimonial	-	29 739,78	
	7	Capacité d'autofinancement (CAF)		410 260,22	
	8	Variation du fonds de roulement	-	489 552,96	
	9	Opérations bilanciell	SENS	-	
		Nouvel emprunt / remboursement de prêt	+ / -	-	
		Remboursement d'emprunt / prêt accordé	+	-	
		Cautionnements et dépôts	-	-	
	10	Opérations comptables non retraitées par la CAF, non budgétaires	SENS	-	
		Variation des stocks	+ / -	-	
		Production immobilisée	+	-	
		Charges sur créances irrécouvrables	-	-	
		Produits divers de gestion courante	+	-	
	11	Décalsages de flux de trésorerie liés aux opérations budgétaires	SENS	-	
		Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / -		
		Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / -		
		Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / -		
		Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / -		
	12	Solde budgétaire =		-	602 237,18
	12.a	Recettes budgétaires			18 115 020,50
12.b	Crédits de paiement			18 717 257,68	
13	Décalsages de flux de trésorerie liés aux opérations au nom et pour le compte de tiers				
14	Décalsages de flux de trésorerie liés aux autres encaissements / décaissements sur comptes de tiers			-	
15	Variation de la trésorerie = 12 - 13 - 14		-	613 164,77	
15.a	dont variation de la trésorerie fléchée			98 696,51	
15.b	dont variation de la trésorerie non fléchée		-	711 861,28	
16	Variation du besoin en fonds de roulement = 9 + 10 + 11 + 13 + 14			123 611,81	
17	Restes à payer		-	1 685 099,27	
Stocks finaux	18	Niveau final de restes à payer		1 654 621,73	
	19	Niveau final du fonds de roulement		3 898 638,40	
	20	Niveau final du besoin en fonds de roulement		1 371 259,47	
	21	Niveau final de la trésorerie		2 527 378,93	
	21.a	dont niveau final de la trésorerie fléchée			
21.b	dont niveau final de la trésorerie non fléchée				

Comptabilité budgétaire
 Comptabilité générale